



TRANSAT A.T. INC.
TROISIÈME RAPPORT TRIMESTRIEL
Période terminée le 31 juillet 2014

Le 10 septembre 2014

Relations avec les investisseurs

M. Denis Pétrin
Vice-président, finances et administration
et chef de la direction financière
relationsinvestisseurs@transat.com

Symboles boursiers

TSX : TRZ.B, TRZ.A

RAPPORT DE GESTION

Le présent rapport de gestion passe en revue l'exploitation de Transat A.T. inc., sa performance et sa situation financière pour le trimestre clos le 31 juillet 2014, par rapport au trimestre clos le 31 juillet 2013 et doit être lu avec les états financiers audités de l'exercice clos le 31 octobre 2013, les notes y afférentes et le rapport annuel de 2013, y compris le rapport de gestion et la section sur les risques et incertitudes. L'objet du présent document est de présenter une mise à jour, à la suite du troisième trimestre, de l'information présentée dans le rapport de gestion de notre rapport annuel de 2013. Les risques et incertitudes énoncés dans ce dernier sont intégrés aux présentes par renvoi et demeurent en substance inchangés. L'information présentée dans ce rapport de gestion est datée du 10 septembre 2014. Vous trouverez de plus amples renseignements à notre sujet dans le site Web de Transat à l'adresse www.transat.com et dans le site SEDAR à l'adresse www.sedar.com, dont les lettres d'attestation pour le trimestre clos le 31 juillet 2014 et la notice annuelle pour l'exercice clos le 31 octobre 2013.

Nos états financiers sont préparés conformément aux Normes internationales d'information financières (« IFRS »). Ce rapport de gestion présente parfois des mesures financières non normalisées selon les IFRS. Se référer à la *section Mesures financières non normalisées selon les IFRS* pour plus de détails. Tous les montants présentés dans ce rapport de gestion sont exprimés en dollars canadiens, à moins d'indication contraire. Les expressions « Transat », « nous », « notre », « nos » ou la « Société », sauf indication contraire, désignent Transat A.T. inc. et ses filiales.

AVERTISSEMENT EN CE QUI CONCERNE LES DÉCLARATIONS PROSPECTIVES

Le présent rapport de gestion contient certaines déclarations prospectives à l'égard de la Société. Ces déclarations prospectives se reconnaissent à l'emploi de termes et d'expressions comme « s'attendre à », « anticiper », « planifier », « croire », « estimer », « avoir l'intention de », « viser », « projeter », « prévoir », ainsi que des formes négatives de ces termes et d'autres expressions semblables, y compris les renvois à des hypothèses. Toutes ces déclarations sont faites conformément aux lois sur les valeurs mobilières canadiennes en vigueur. Ces déclarations peuvent porter, sans toutefois s'y limiter, sur des observations concernant les stratégies, les attentes, les activités planifiées ou les actions à venir.

Les déclarations prospectives sont, de par leur nature, assujetties à des risques et incertitudes qui pourraient faire en sorte que les résultats réels diffèrent grandement de ceux envisagés dans ces déclarations prospectives. Les résultats qui y sont présentés peuvent donc différer sensiblement des résultats réels pour diverses raisons comprenant, sans toutefois s'y limiter, les conditions météorologiques extrêmes, les prix du carburant, les conflits armés, les attentats terroristes, les conditions du secteur du marché et de l'économie en général, l'apparition de maladies, l'évolution de la demande compte tenu du caractère saisonnier du secteur, la capacité de réduire les coûts d'exploitation et les effectifs, les relations de travail, les négociations collectives et les conflits de travail, les questions de retraite, les taux de change et d'intérêt, la disponibilité du financement dans le futur, l'évolution de la législation, des développements ou procédures réglementaires défavorables, les litiges en cours et les poursuites intentées par des tiers, ainsi que d'autres risques expliqués en détail en temps à autre dans les documents d'information de la Société.

Le lecteur est prié de noter que la liste des facteurs précités ne comprend pas tous les facteurs susceptibles d'avoir une incidence sur les déclarations prospectives de la Société. Le lecteur est également prié d'examiner attentivement ces facteurs, ainsi que d'autres facteurs, et de ne pas se fier indûment aux déclarations prospectives.

Lorsqu'elle a fait des déclarations prospectives dans le présent rapport de gestion, la Société a fait un certain nombre d'hypothèses sur l'économie, le marché, les activités, la situation financière, les opérations et les déclarations prospectives.

À titre d'exemples de déclarations prospectives citons, sans toutefois s'y limiter, la déclaration concernant :

- La perspective selon laquelle la Société sera en mesure de s'acquitter de ses obligations au moyen des fonds dont elle dispose, des flux de trésorerie provenant de l'exploitation et d'emprunts sur ses facilités de crédit existantes.
- La perspective selon laquelle la Société prévoit que la faiblesse du dollar canadien, net de la variation du coût du carburant, entraînera une hausse des charges opérationnelles de 3,8 % si le dollar et le coût du carburant demeurent au niveau actuel.
- La perspective selon laquelle la Société prévoit, au quatrième semestre, des résultats satisfaisants mais inférieurs aux résultats records de l'an dernier.

En faisant cette déclaration, la Société a supposé que les tendances sur les prix se poursuivront jusqu'à la fin de la saison, que les réservations se poursuivront selon les tendances indiquées, que les prix du carburant, les coûts et le dollar par rapport aux devises européennes et américaine demeureront stables, que les facilités de crédit continueront d'être disponibles comme par le passé, et que la direction continuera de gérer les fluctuations de trésorerie pour financer ses besoins en fonds de roulement. Si ces hypothèses se révèlent incorrectes, les résultats réels et les développements pourraient différer considérablement de ceux envisagés dans les déclarations prospectives contenues dans le présent rapport de gestion.

La Société considère que les hypothèses sur lesquelles s'appuient ces déclarations prospectives sont raisonnables.

Ces déclarations reflètent les attentes actuelles concernant des événements et le rendement d'exploitation futurs, et ne sont pertinentes qu'à la date de publication du présent rapport de gestion, et représentent les attentes de la Société à cette date. La Société décline toute intention ou obligation de mettre à jour ou de réviser toute déclaration prospective, que ce soit à la suite de nouvelles informations, d'événements futurs ou autrement, à l'exception de ce qui est exigé par les lois sur les valeurs mobilières applicables.

MESURES FINANCIÈRES NON NORMALISÉES SELON LES IFRS

Ce rapport de gestion est préparé à partir des résultats et des informations financières établis selon les IFRS. En plus des mesures financières selon les IFRS, la direction utilise d'autres mesures non normalisées selon les IFRS afin de mesurer le rendement opérationnel de la Société. Il est probable qu'on ne puisse comparer les mesures financières non normalisées selon les IFRS qu'utilise la Société avec des mesures du même type présentées par d'autres émetteurs, ou celles utilisées par des analystes financiers puisque leurs mesures peuvent avoir des définitions différentes. Les mesures utilisées par la Société ont pour objet d'apporter de l'information supplémentaire et ne devraient pas être considérées isolément ou comme substitut aux autres mesures de rendement financier calculées selon les IFRS.

Généralement, une mesure financière non normalisée selon les IFRS s'entend d'une mesure chiffrée de la performance financière, de la situation financière ou des flux de trésorerie, antérieurs ou futurs, d'une société qui n'est pas calculée selon les IFRS, ni reconnue par ces dernières. La direction croit que les mesures financières non normalisées selon les IFRS sont importantes puisqu'elles permettent aux utilisateurs de nos états financiers consolidés de mieux comprendre les résultats de nos opérations récurrentes et les tendances connexes, tout en améliorant la transparence et la clarté de nos résultats opérationnels. La direction croit également que ces mesures sont utiles afin de mesurer la capacité de la Société de s'acquitter de ses obligations financières.

En excluant de nos résultats les éléments qui découlent principalement de décisions stratégiques à long terme et/ou qui ne reflètent pas, à notre avis, notre rendement opérationnel de la période, dont la variation de la juste valeur des instruments financiers dérivés liés aux achats de carburant d'aéronefs, les charges de restructuration, la dépréciation du goodwill, l'amortissement et autres éléments inhabituels importants, nous croyons que notre rapport de gestion aide les utilisateurs à mieux analyser nos résultats ainsi que notre capacité à générer des flux de trésorerie opérationnels. De plus, l'utilisation de mesures non conformes aide les utilisateurs à comparer nos résultats de façon plus pertinente d'une période à l'autre ainsi qu'avec ceux d'autres entreprises de notre secteur.

Les mesures non normalisées selon les IFRS qu'utilise la Société pour mesurer le rendement opérationnel comprennent le résultat d'exploitation ajusté (perte d'exploitation ajustée), le résultat ajusté avant charge d'impôts (perte ajustée avant charge d'impôts) et le résultat net ajusté (perte nette ajustée).

La direction utilise également la dette totale et la dette totale nette pour évaluer le niveau d'endettement, la situation de trésorerie, les besoins futurs de liquidités et le levier financier de la Société. La direction croit que ces mesures sont utiles afin de mesurer la capacité de la Société à respecter ses engagements financiers actuels et futurs.

Les mesures non normalisées selon les IFRS utilisées par la Société sont les suivantes :

Résultat d'exploitation ajusté (perte d'exploitation ajustée)	Résultat d'exploitation (perte d'exploitation) avant charge d'amortissement, charge de restructuration et autres éléments inhabituels importants.
Résultat ajusté avant charge d'impôts (perte ajustée avant charge d'impôts)	Résultat avant charge d'impôts avant variation de la juste valeur des instruments financiers dérivés liés aux achats de carburant d'aéronefs, gain (perte) sur des placements dans des PCAA, gain à la cession d'une filiale, charge de restructuration, dépréciation du goodwill et autres éléments inhabituels importants.
Résultat net ajusté (perte nette ajustée)	Résultat net attribuable aux actionnaires avant variation de la juste valeur des instruments financiers dérivés liés aux achats de carburant d'aéronefs, gain (perte) non monétaire sur des placements dans des PCAA, gain à la cession d'une filiale, charge de restructuration, dépréciation du goodwill et autres éléments inhabituels importants, net des impôts y afférents.
Résultat net ajusté (perte nette ajustée) par action	Résultat net ajusté (perte nette ajustée) divisé par le nombre moyen pondéré ajusté d'actions en circulation servant au calcul du résultat dilué par action.
Contrats de location simple ajustés	Charge de loyers d'aéronefs des quatre derniers trimestres multipliée par 5.
Dettes totales	Dettes à long terme plus le montant des contrats de location simple ajustés.
Dettes totales nettes	Dettes totales (décrites ci-haut) moins la trésorerie et équivalents de trésorerie et les placements dans des PCAA (la Société ne détient plus de placements dans des PCAA depuis le 9 novembre 2012).

Le tableau suivant présente les rapprochements des mesures financières non normalisées avec les mesures financières les plus comparables des IFRS :

(en milliers de dollars canadiens, sauf les montants par action)	Trimestres clos les 31 juillet		Périodes de neuf mois closes les 31 juillet	
	2014	2013	2014	2013
	\$	\$	\$	\$
Résultat d'exploitation (perte d'exploitation)	35 100	41 803	(15 481)	1 742
Charge de restructuration	—	1 318	2 226	5 233
Amortissements	11 698	11 250	32 227	29 109
Résultat d'exploitation ajusté	46 798	54 371	18 972	36 084
Résultat avant charge d'impôt	36 191	58 623	(8 134)	8 193
Variation de la juste valeur des instruments financiers dérivés liés aux achats de carburant d'aéronefs	1 237	(15 431)	2 717	1 009
Charge de restructuration	—	1 318	2 226	5 233
Résultat ajusté avant charge d'impôts (perte ajustée avant charge d'impôts)	37 428	44 510	(3 191)	14 435
Résultat net (perte nette) attribuable aux actionnaires	25 820	41 129	(7 732)	3 232
Variation de la juste valeur des instruments financiers dérivés liés aux achats de carburant d'aéronefs	1 237	(15 431)	2 717	1 009
Charge de restructuration	—	1 318	2 226	5 233
Incidence fiscale	(327)	3 743	(1 322)	(1 711)
Résultat net ajusté (perte nette ajustée)	26 730	30 759	(4 111)	7 763
Résultat net ajusté (perte nette ajustée)	26 730	30 759	(4 111)	7 763
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation ajusté servant au calcul de la perte diluée par action	38 969	38 575	38 691	38 370
Résultat net ajusté (perte nette ajustée) par action	0,69	0,80	(0,11)	0,20
			Au 31 juillet 2014 \$	Au 31 octobre 2013 \$
Loyers d'aéronefs des quatre derniers trimestres			82 138	81 270
Multiple			5	5
Contrats de location simple ajustés			410 690	406 350
Dettes à long terme			—	—
Contrats de location simple ajustés			410 690	406 350
Dettes totales			410 690	406 350
Dettes totales			410 690	406 350
Trésorerie et équivalents de trésorerie			(497 072)	(265 818)
Dettes totales nettes			(86 382)	140 532

FAITS SAILLANTS FINANCIERS

(en milliers de dollars, sauf les montants par action)	Trimestres clos les 31 juillet				Périodes de neuf mois closes les 31 juillet			
	2014 \$	2013 \$	Écart \$	Écart %	2014 \$	2013 \$	Écart \$	Écart %
États des résultats consolidés								
Revenus	941 702	927 004	14 698	1,6	2 907 544	2 839 542	68 002	2,4
Résultat d'exploitation ajusté (perte d'exploitation ajustée) ¹	46 798	54 371	(7 573)	(13,9)	18 972	36 084	(17 112)	(47,4)
Résultat net attribuable aux actionnaires	25 820	41 129	(15 309)	(37,2)	(7 732)	3 232	(10 964)	(339,2)
Résultat de base par action	0,67	1,07	(0,40)	(37,4)	(0,20)	0,08	(0,28)	(350,0)
Résultat dilué (perte diluée) par action	0,66	1,07	(0,41)	(38,3)	(0,20)	0,08	(0,28)	(350,0)
Résultat net ajusté (perte nette ajustée) ¹	26 730	30 759	(4 029)	(13,1)	(4 111)	7 763	(11 874)	(153,0)
Résultat net ajusté (perte nette ajustée) par action ¹	0,69	0,80	(0,11)	(13,8)	(0,11)	0,20	(0,31)	(155,0)
États des flux de trésorerie consolidés								
Activités opérationnelles	111 641	67 608	44 033	65,1	275 594	236 616	38 978	16,5
Activités d'investissement	(14 198)	(16 146)	1 948	12,1	(44 056)	(17 785)	(26 271)	(147,7)
Activités de financement	(637)	(111)	(526)	(473,9)	(81)	(1 443)	1 362	94,4
Incidence des fluctuations de taux de change sur la trésorerie et équivalents de trésorerie	(4 288)	1 838	(6 126)	(333,3)	(203)	774	(977)	(126,2)
Variation nette de la trésorerie et équivalents de trésorerie	92 518	53 189	39 329	73,9	231 254	218 162	13 092	6,0
					Au 31 juillet 2014 \$	Au 31 octobre 2013 \$	Écart \$	Écart %
États de la situation financière consolidés								
Trésorerie et équivalents de trésorerie					497 072	265 818	231 254	87,0
Trésorerie et équivalents de trésorerie en fiducie ou autrement réservés					302 283	403 468	(101 185)	(25,1)
					799 355	669 286	130 069	19,4
Actif total					1 501 317	1 290 073	211 244	16,4
Dette					—	—	—	—
Dette totale ¹					410 690	406 350	4 340	1,1
Dette totale nette ¹					(86 382)	140 532	(226 914)	(161,5)

¹ VOIR SECTION MESURES FINANCIÈRES NON NORMALISÉES SELON LES IFRS

APERÇU

ACTIVITÉ PRINCIPALE

Transat fait partie des plus grands voyagistes intégrés dans le monde. Nous exerçons nos activités uniquement dans le secteur des voyages vacances, et nous commercialisons principalement nos services en Amérique et en Europe. En tant que voyagiste, Transat a pour activité principale l'élaboration et la commercialisation de services de voyages vacances, sous forme de forfaits ou non. Nous agissons à la fois comme voyagiste expéditif et comme voyagiste réceptif en regroupant des services achetés au Canada et à l'étranger pour les revendre au Canada, en France, au Royaume-Uni et dans 10 autres pays européens, directement ou par le biais d'intermédiaires, dans le cadre d'une stratégie multicanal. Transat est aussi un distributeur au détail, aussi bien en ligne que par l'entremise d'agences de voyages, dont certaines lui appartenant. Transat a recours à de nombreuses compagnies aériennes, mais s'appuie sur sa filiale Air Transat pour une proportion importante de ses besoins. Transat offre des services à destination au Canada, au Mexique, en République dominicaine et en Grèce. Transat détient une participation dans une entreprise hôtelière qui possède et exploite des propriétés au Mexique et en République dominicaine.

VISION

Leader du voyage vacances, Transat entend poursuivre son développement en inspirant confiance aux voyageurs et en leur proposant une expérience à la fois exceptionnelle, chaleureuse et sûre. Nos clients sont notre raison d'être et le développement responsable du tourisme est notre passion. Nous voulons élargir nos activités dans d'autres pays où nous croyons qu'il existe un fort potentiel de croissance pour un voyagiste intégré, spécialisé dans les voyages vacances.

STRATÉGIE

Pour concrétiser la vision qu'elle s'est donnée, la Société entend continuer de maximiser les bénéfices de l'intégration verticale, qui la distingue de plusieurs de ses concurrents; de renforcer sa position en France, où elle figure déjà parmi les plus grands voyagistes; et de pénétrer de nouveaux marchés ou d'affirmer sa présence dans des marchés où elle n'est que partiellement présente à l'heure actuelle. Quant aux nouveaux marchés éventuels, la priorité ira à des marchés où Transat est susceptible de recruter une clientèle pour ses destinations traditionnelles, afin d'augmenter son pouvoir d'achat sur lesdites destinations.

En parallèle, grâce à des investissements ciblés en technologie et à des gains d'efficacité qu'elle poursuit en modifiant sa gestion interne, Transat entend améliorer son résultat d'exploitation et maintenir ou accroître ses parts de marché sur tous ses marchés. La gestion des coûts demeure un élément important de la stratégie, étant donné la faiblesse des marges brutes dans le tourisme.

En outre, Transat constate l'importance stratégique croissante des enjeux liés au développement durable dans l'industrie du voyage vacances et dans le monde du transport aérien. Ce phénomène, exacerbé par la croissance prévue du tourisme et du transport aérien, se manifeste de diverses manières, notamment les pressions réglementaires ou tarifaires liées aux émissions de gaz à effet de serre, les attentes plus grandes des clients et des investisseurs à cet égard, etc. Au vu et au su de cette tendance, et constatant qu'une entreprise de tourisme a un intérêt direct à voir l'environnement sauvegardé et les collectivités demeurer accueillantes face au phénomène touristique, Transat a entrepris d'adopter des pratiques d'avant-garde en matière de responsabilité d'entreprise et de tourisme durable. Ce faisant, la Société vise entre autres les bénéfices suivants pour elle-même : une consommation moindre de ressources, avec une diminution équivalente de coûts; une marque différenciée et un attachement plus grand de la part de ses clients, ce qui pourrait se traduire par des avantages commerciaux; une loyauté et une mobilisation plus grande de la part de ses employés.

Pour l'exercice 2014, les objectifs que Transat poursuit sont les suivants :

1. Transat est actuellement engagée dans un programme de réduction des coûts et d'amélioration de la marge, et vise en 2014 à améliorer ses résultats en hiver et vise à maintenir sa profitabilité en été.
2. En 2014, Transat effectuera des changements dans la flotte d'Air Transat : les petits porteurs seront internalisés, sauf pour les besoins d'appoint, et nous poursuivrons l'implantation de mesures en vue d'avoir une flotte modulable selon les besoins saisonniers qui nous sont propres.
3. Au chapitre du produit et de l'expérience-client, les projets visant à améliorer la performance, l'efficacité et les marges seront poursuivis, notamment une remise à niveau des centres d'appels canadiens et le raffinement des collections sur les destinations soleil.
4. En matière de distribution, Transat entend en 2014 raffiner sa stratégie, notamment dans le but d'accroître la proximité-client par l'entremise des technologies et des dispositifs commerciaux appropriés.
5. Transat procède à une réflexion stratégique et entend, en 2014, revoir l'architecture de l'organisation en fonction des perspectives de croissance qu'elle a identifiées.

Les principaux inducteurs de performance sont notre résultat d'exploitation ajusté, notre part de marché et la croissance de nos revenus. Ils sont essentiels au succès de la mise en œuvre de notre stratégie et à la réalisation des objectifs que nous nous sommes fixés.

Notre capacité de réaliser les objectifs que nous nous sommes fixés dépend de nos ressources financières et non financières, qui ont toutes contribué par le passé au succès de nos stratégies et à l'atteinte de nos objectifs. Nos ressources financières comprennent principalement notre trésorerie non détenue en fiducie ou autrement réservée et l'accès aux soldes inutilisés de nos facilités de crédit. Nos ressources non financières comprennent notre marque, notre structure, nos ressources humaines et nos relations avec nos fournisseurs.

ACTIVITÉS CONSOLIDÉES

REVENUS

(en milliers de dollars)	Trimestres clos les 31 juillet				Périodes de neuf mois closes les 31 juillet			
	2014 \$	2013 \$	Écart \$	Écart %	2014 \$	2013 \$	Écart \$	Écart %
Amérique	660 191	688 046	(27 855)	(4,0)	2 322 843	2 323 174	(331)	(0,0)
Europe	281 511	238 958	42 553	17,8	584 701	516 368	68 333	13,2
	941 702	927 004	14 698	1,6	2 907 544	2 839 542	68 002	2,4

Nous tirons nos revenus des voyageurs expéditifs, du transport aérien, des agences de voyages, de la distribution, des voyageurs réceptifs et des services offerts à destination.

Par rapport à l'exercice 2013, nos revenus ont augmenté de 14,7 millions \$ pour le trimestre clos le 31 juillet 2014 et de 68,0 millions \$ pour la période de neuf mois. Ces augmentations découlent principalement de l'augmentation de nos prix de vente moyens et de l'appréciation de l'euro et de la livre sterling vis-à-vis du dollar. Pour le troisième trimestre, le nombre de voyageurs est demeuré stable alors que l'offre de produits que nous avons déployée sur le marché transatlantique, notre principal marché pour cette période, était en baisse de 2,1 % et celle sur le marché des destinations soleil était en hausse de 8 %. Pour la période de neuf mois, nous avons enregistré une diminution du nombre de voyageurs de 2,0 % tandis que notre offre de produits sur le marché des destinations soleil au cours de la saison d'hiver était inférieure de 1,9 % et celle déployée sur le marché transatlantique pendant la saison estivale était inférieure de 2,1 %, comparativement à celles déployées en 2013.

CHARGES OPÉRATIONNELLES

	Trimestres clos les 31 juillet				Périodes de neuf mois closes les 31 juillet			
	2014	2013	Écart	Écart	2014	2013	Écart	Écart
(en milliers de dollars)	\$	\$	\$	%	\$	\$	\$	%
Coûts liés à la prestation de services								
touristiques	429 361	444 248	(14 887)	(3,4)	1 689 645	1 645 368	44 277	2,7
Carburant d'aéronefs	151 049	129 960	21 089	16,2	315 693	293 286	22 407	7,6
Salaires et avantages du personnel	100 185	98 088	2 097	2,1	274 339	273 639	700	0,3
Commissions	31 718	30 055	1 663	5,5	143 302	137 766	5 536	4,0
Entretien d'aéronefs	32 553	31 063	1 490	4,8	87 308	79 960	7 348	9,2
Frais d'aéroports et de navigation	33 993	29 416	4 577	15,6	69 541	66 566	2 975	4,5
Loyer d'aéronefs	23 350	20 530	2 820	13,7	62 373	61 505	868	1,4
Autres	92 695	90 591	2 104	2,3	248 597	250 601	(2 004)	(0,8)
Amortissements	11 698	11 250	448	4,0	32 227	29 109	3 118	10,7
Total	906 602	885 201	21 401	2,4	2 923 025	2 837 800	85 225	3,0

Nos charges opérationnelles totales ont augmenté de 21,4 millions \$ (2,4 %) pour le trimestre et de 85,2 millions \$ (3,0 %) pour la période de neuf mois, par rapport à 2013. Ces augmentations découlent principalement de la dépréciation du dollar vis-à-vis du dollar américain, de l'euro et de la livre sterling, alors que l'offre de produits que nous avons déployée sur le marché transatlantique était en baisse de 2,1 % pour le troisième trimestre, et, pour la période de neuf mois, en baisse de 1,9 % sur le marché des destinations soleil pour la saison d'hiver. De plus, au cours du troisième trimestre, nous avons commencé à opérer nos petits porteurs Boeing 737-800 (trois). Outre les économies de coûts prévues, cette initiative se traduit par une diminution des coûts liés à la prestation de services touristiques (auparavant ces vols étaient opérés par un transporteur aérien externe) et par des augmentations des autres charges opérationnelles, à l'exception des commissions.

Ceci s'est traduit, pour le troisième trimestre, par une diminution de nos charges opérationnelles en Amérique de 3,0 % et par une augmentation de 18,2 % en Europe. Pour la période de neuf mois, ceci s'est traduit par une augmentation de 1,1 % en Amérique et de 11,6 % en Europe.

COÛTS LIÉS À LA PRESTATION DE SERVICES TOURISTIQUES

Les coûts liés à la prestation de services touristiques sont engagés par nos voyageurs. Ils comprennent, entre autres, le coût des chambres d'hôtels ainsi que le coût des blocs de sièges ou de vols complets réservés auprès d'autres transporteurs aériens qu'Air Transat. Comparativement aux périodes correspondantes de l'exercice précédent, ces coûts ont diminué de 14,9 millions \$ (3,4 %) pour le trimestre et ont augmenté de 44,3 millions \$ (2,7 %) pour la période de neuf mois. La diminution du trimestre résulte principalement de la baisse de nos achats de vols auprès d'autres transporteurs aériens qu'Air Transat, une conséquence du début des opérations de nos petits porteurs Boeing 737-800, compensée par la dépréciation du dollar vis-à-vis du dollar américain et de l'euro et par l'augmentation des coûts des chambres d'hôtels. Pour la période de neuf mois, l'augmentation résulte principalement de l'affaiblissement du dollar par rapport au dollar américain et à l'euro et de l'augmentation des coûts des chambres d'hôtels.

CARBURANT D'AÉRONEFS

La dépense de carburant d'aéronefs a augmenté de 21,1 millions \$ (16,2 %) pour le trimestre et de 22,4 millions \$ (7,6 %) pour la période de neuf mois, par rapport à 2013. Les augmentations du trimestre et de la période de neuf mois découlent principalement de l'entrée en service de nos petits porteurs Boeing 737-800 et de l'affaiblissement du dollar par rapport au dollar américain (le carburant étant principalement payé en dollar américain) et, dans une moindre mesure, des prix du carburant plus élevés.

SALAIRES ET AVANTAGES DU PERSONNEL

Les salaires et avantages du personnel ont augmenté de 2,1 millions \$ (2,1 %) pour le trimestre et de 0,7 million \$ (0,3 %) pour la période de neuf mois, comparativement à 2013. Ces augmentations découlent des révisions salariales annuelles et de la dépréciation du dollar vis-à-vis de l'euro, de la livre sterling et du dollar américain, lesquelles ont été atténuées par les économies liées aux réductions d'effectifs effectuées au cours de l'exercice 2013. En outre, les salaires et avantages du personnel de la période de neuf mois incluent une charge de restructuration d'un montant 2,2 millions \$, principalement constituée d'indemnités de départs encourues durant le premier trimestre, comparativement à 5,2 millions \$ en 2013 (1,3 million \$ au cours du troisième trimestre).

COMMISSIONS

Les commissions comprennent les frais payés par les voyageurs aux agences de voyages pour leurs services à titre d'intermédiaires entre le voyageur et le consommateur. La dépense de commissions a augmenté de 1,7 million \$ (5,5 %) au cours du troisième trimestre et de 5,5 millions \$ (4,0 %) au cours de la période de neuf mois, par rapport à 2013. En termes de pourcentage de nos revenus, les commissions représentent 3,4 % de nos revenus pour le trimestre comparativement à 3,2 % en 2013 et 4,9 % de nos revenus pour les périodes de neuf mois closes les 31 juillet 2013 et 2014.

ENTRETIEN D'AÉRONEFS

Les coûts d'entretien d'aéronefs comprennent les frais engagés par Air Transat, principalement pour le maintien en état des moteurs et des cellules. Comparativement à 2013, ces dépenses ont augmenté de 1,5 million \$ (4,8 %) au cours du troisième trimestre et de 7,3 millions \$ (9,2 %) au cours de la période de neuf mois. Pour le trimestre, l'augmentation découle du début de l'opération des petits porteurs et de l'affaiblissement du dollar vis-à-vis du dollar américain. Pour la période de neuf mois, l'augmentation découle, en plus des raisons précitées pour le trimestre, du fait que la Société avait bénéficié de remboursements relativement à l'entretien de ses aéronefs au cours du premier trimestre de l'exercice 2013.

FRAIS D'AÉROPORTS ET DE NAVIGATION

Les frais d'aéroports et de navigation comprennent principalement les droits exigés par les aéroports et agences responsables de la gestion du trafic aérien. Ces frais ont augmenté de 4,6 millions \$ (15,6 %) pour le troisième trimestre clos le 31 juillet 2014 et de 3,0 millions \$ (4,5 %) pour la période de neuf mois. Ces augmentations découlent de l'ajout à notre flotte des petits porteurs ainsi qu'à l'affaiblissement du dollar en regard du dollar américain. En outre, l'augmentation pour la période de neuf mois a été atténuée par la réduction de notre offre au cours de la saison d'hiver.

LOYER D'AÉRONEFS

Les loyers d'aéronefs ont augmenté de 2,8 millions \$ (13,7 %) au cours du trimestre et de 0,9 million \$ (1,4 %) au cours de la période de neuf mois. Ces augmentations, comparativement aux périodes correspondantes de 2013, découlent de l'ajout à notre flotte de trois Boeing 737-800 et de l'affaiblissement du dollar par rapport au dollar américain, compensées par les incidences du renouvellement, à de meilleures conditions, de certains baux d'aéronefs.

AUTRES

Les autres frais ont augmenté de 2,1 millions \$ (2,3 %) au cours du troisième trimestre et ont diminué de 2,0 millions \$ (0,8 %) pour la période de neuf mois, comparativement à 2013. L'augmentation du trimestre découle principalement d'une hausse des autres coûts aériens à la suite de l'entrée en service de nos Boeing 737-800 alors que la diminution de la période de neuf mois résulte principalement d'une baisse des frais de marketing et des autres frais d'exploitation.

AMORTISSEMENTS

Les amortissements incluent l'amortissement des immobilisations corporelles, des actifs incorporels amortissables et des avantages incitatifs reportés. Les amortissements ont augmenté de 0,4 million \$ au cours du troisième trimestre et de 3,1 millions \$ pour la période de neuf mois, comparativement aux périodes correspondantes de 2013. Les augmentations découlent des améliorations apportées à notre flotte d'aéronefs, principalement celles liées à la reconfiguration de nos Airbus A330.

RÉSULTAT D'EXPLOITATION (PERTE D'EXPLOITATION)

Compte tenu de ce qui précède, nous avons enregistré au cours du troisième trimestre un résultat d'exploitation de 35,1 millions \$ (3,7 %), comparativement à 41,8 millions \$ (4,5 %) en 2013. Pour la période de neuf mois, nous avons enregistré une perte d'exploitation de 15,5 millions \$ (0,5 %) comparativement à un résultat d'exploitation de 1,7 million \$ (0,1 %) en 2013. La détérioration de nos résultats d'exploitation découle de la dépréciation du dollar vis-à-vis du dollar américain, dont les effets n'ont pu être entièrement compensés par l'augmentation de nos prix de vente. La dépréciation du dollar a contribué à augmenter nos charges opérationnelles de 18,0 millions \$ pour le trimestre et de 54,0 millions \$ pour la période de neuf mois, comparativement à 2013. Le résultat d'exploitation du trimestre de 2013 inclut une charge de restructuration de 1,3 million \$ tandis que la perte d'exploitation de la période de neuf mois inclut une charge de restructuration de 2,2 millions \$, comparativement à 5,2 millions \$ en 2013.

Au cours du troisième trimestre, nous avons affiché un résultat d'exploitation ajusté de 46,8 millions \$ (5,0 %), comparativement à un résultat d'exploitation ajusté de 54,4 millions \$ (5,9 %) en 2013. Pour la période de neuf mois, nous avons enregistré un résultat d'exploitation ajusté de 19,0 millions de dollars (0,7 %), par rapport à 36,1 millions \$ (1,3 %) en 2013.

SECTEURS GÉOGRAPHIQUES

AMÉRIQUE

(en milliers de dollars)	Trimestres clos les 31 juillet				Périodes de neuf mois closes les 31 juillet			
	2014 \$	2013 \$	Écart \$	Écart %	2014 \$	2013 \$	Écart \$	Écart %
Revenus	660 191	688 046	(27 855)	(4,0)	2 322 843	2 323 174	(331)	(0,0)
Charge opérationnelles	640 392	659 924	(19 532)	(3,0)	2 343 697	2 318 657	25 040	1,1
Résultat d'exploitation (perte d'exploitation)	19 799	28 122	(8 323)	(29,6)	(20 854)	4 517	(25 371)	(561,7)

Les revenus de nos filiales nord-américaines, qui proviennent de ventes faites au Canada et à l'étranger, ont diminué de 27,9 millions \$ (4,0 %) au cours du troisième trimestre, comparativement à 2013. La diminution de nos revenus découle de notre décision de réduire notre offre de produits de 2,1 % sur le marché transatlantique; ce qui a contribué à la baisse de 2,8 % du nombre de voyageurs sur l'ensemble de nos marchés, alors que de nos prix de vente moyens affichaient des hausses. Au cours du trimestre, nous avons réalisé un résultat d'exploitation de 19,8 millions \$ (3,0 %), comparativement à 28,1 millions \$ (4,1 %) en 2013. La diminution de notre résultat d'exploitation découle principalement de la dépréciation du dollar vis-à-vis du dollar américain, qui a entraîné en une augmentation de nos charges opérationnelles. L'augmentation des prix de vente combinée à nos efforts de réduction de coûts n'ont pas été suffisants pour compenser l'effet des augmentations des coûts. Le résultat d'exploitation du trimestre clos le 31 juillet 2013 inclut une charge de restructuration de 1,3 million \$.

Au cours de la période de neuf mois close le 31 juillet 2014, comparativement à 2013, les revenus de nos filiales nord-américaines sont demeurés stables. Pendant cette période, les prix de vente moyens affichaient des hausses alors que le nombre de voyageurs diminuait de 3,5 %, principalement à la suite de nos décisions de réduire notre offre de produits de 1,9 % sur le marché des destinations soleil au cours de la saison d'hiver et de 2,1 % sur le marché transatlantique au cours du troisième trimestre. Pour la période de neuf mois, nous avons enregistré une perte d'exploitation de 20,9 millions \$ (0,9 %), comparativement à un résultat d'exploitation de 4,5 millions \$ (0,2 %) en 2013. La détérioration de notre résultat d'exploitation découle principalement de l'augmentation de nos coûts à la suite de la dépréciation du dollar vis-à-vis du dollar américain. La perte d'exploitation de la période de neuf mois inclut une charge de restructuration de 2,2 millions \$, comparativement à 5,2 millions \$ en 2013.

EUROPE

(en milliers de dollars)	Trimestres clos les 31 juillet				Périodes de neuf mois closes les 31 juillet			
	2014 \$	2013 \$	Écart \$	Écart %	2014 \$	2013 \$	Écart \$	Écart %
Revenus	281 511	238 958	42 553	17,8	584 701	516 368	68 333	13,2
Charges opérationnelles	266 210	225 277	40 933	18,2	579 328	519 143	60 185	11,6
Résultat d'exploitation (perte d'exploitation)	15 301	13 681	1 620	11,8	5 373	(2 775)	8 148	293,6

Comparativement à 2013, les revenus de nos filiales européennes au cours du troisième trimestre, qui proviennent de ventes faites à des clients en Europe et au Canada, ont augmenté de 42,6 millions \$ (17,8 %). Cette augmentation résulte d'une augmentation du nombre de voyageurs et de la vigueur de l'euro et de la livre sterling vis-à-vis du dollar. En devise locale, les revenus de notre société en France étaient en hausse alors que les revenus de notre société au Royaume-Uni étaient en baisse à la suite de notre décision de réduire notre offre de produits. Le nombre de voyageurs a augmenté de 12,1 % pour le trimestre, comparativement à 2013, alors que nos prix de vente moyens étaient légèrement inférieurs à ceux de la même période en 2013. Nos activités européennes ont affiché un résultat d'exploitation de 15,3 millions \$ (5,4 %) au cours du trimestre, comparativement à 13,7 millions \$ (5,7 %) en 2013.

Pour la période de neuf mois, les revenus de nos filiales européennes ont augmenté de 68,3 millions \$ (13,2 %). Cette augmentation résulte de la vigueur de l'euro et de la livre sterling vis-à-vis du dollar. En devise locale, les revenus de notre société en France étaient en hausse alors que les revenus de notre société au Royaume-Uni étaient en baisse à la suite de notre décision de réduire notre offre de produits. Le nombre de voyageurs a diminué de 2,0 % pour la période de neuf mois, comparativement à 2013 et nos prix de vente moyens étaient légèrement inférieurs à ceux de 2013. Nos activités européennes ont affiché un résultat d'exploitation de 5,4 millions \$ (0,9 %) au cours de la période de neuf mois, comparativement à une perte d'exploitation de 2,8 millions \$ (0,5 %) en 2013.

AUTRES CHARGES ET (REVENUS)

(en milliers de dollars)	Trimestres clos les 31 juillet				Périodes de neuf mois closes les 31 juillet			
	2014 \$	2013 \$	Écart \$	Écart %	2014 \$	2013 \$	Écart \$	Écart %
Coûts de financement	550	721	(171)	(23,7)	1 491	2 095	(604)	(28,8)
Revenus de financement	(2 019)	(2 003)	16	0,8	(6 079)	(5 618)	461	8,2
Variation de la juste valeur des instruments financiers dérivés liés aux achats de carburant d'aéronefs	1 237	(15 431)	16 668	108,0	2 717	1 009	1 708	169,3
Perte (gain) de change sur les éléments monétaires à long terme	132	(197)	329	167,0	(547)	(403)	(144)	(35,7)
Quote-part du résultat net d'une entreprise associée	(991)	90	1 081	1 201,1	(4 929)	(3 534)	1 395	39,5

COÛTS DE FINANCEMENT

Les coûts de financement incluent les intérêts sur la dette à long terme et autres intérêts ainsi que les frais financiers. Les coûts de financement ont diminué de 0,2 million \$ au cours du troisième trimestre et de 0,6 million \$ au cours de la période de neuf mois, principalement en raison de frais moins élevés liés à nos facilités de crédit.

REVENUS DE FINANCEMENT

Comparativement aux périodes correspondante de 2013, les revenus de financement sont demeurés stables au cours du troisième trimestre et ont augmenté de 0,5 million \$ au cours de la période de neuf mois, en raison de soldes bancaires plus élevés.

VARIATION DE LA JUSTE VALEUR DES INSTRUMENTS FINANCIERS DÉRIVÉS LIÉS AUX ACHATS DE CARBURANT D'AÉRONEFS

La variation de la juste valeur des instruments financiers dérivés liés aux achats de carburant d'aéronefs correspond à la variation, au cours de la période, de la juste valeur du portefeuille de ces instruments financiers qui sont détenus et utilisés par la Société aux fins de la gestion du risque lié à l'instabilité des prix du carburant. Au cours du présent trimestre, la juste valeur des instruments financiers dérivés liés aux achats de carburant d'aéronefs a diminué de 1,2 million \$, comparativement à une hausse de 15,4 millions \$ en 2013. Pour la période de neuf mois, la juste valeur des instruments financiers dérivés liés aux achats de carburant d'aéronefs a diminué de 2,7 millions \$, comparativement à une baisse de 1,0 million \$ en 2013.

PERTE (GAIN) DE CHANGE SUR LES ÉLÉMENTS MONÉTAIRES À LONG TERME

Les gains/pertes de change sur les éléments monétaires à long terme sont principalement attribuables à l'effet des taux de change sur nos dépôts en devises. Au cours du troisième trimestre, nous avons affiché une perte de change de 0,1 million \$ sur les éléments monétaires à long terme, comparativement à un gain de change de 0,2 million \$ en 2013. Pour la période de neuf mois, nous avons affiché un gain de change de 0,5 million \$, comparativement à 0,4 million \$ en 2013.

QUOTE-PART DU RÉSULTAT NET D'UNE ENTREPRISE ASSOCIÉE

Notre quote-part du résultat net d'une entreprise associée correspond à notre quote-part du résultat net de Caribbean Investments B.V. [« CIBV »], notre entreprise en hôtellerie. Cette quote-part du résultat net pour le troisième trimestre s'élève à 1,0 million \$ comparativement à une quote-part de la perte nette de 0,1 million \$ pour le trimestre correspondant de 2013. Pour la période de neuf mois, la quote-part du résultat net s'est établie à 4,9 millions \$, en regard de 3,5 millions \$ en 2013. Les augmentations des quotes-parts du résultat net découlent d'une meilleure rentabilité opérationnelle qu'en 2013.

IMPÔTS SUR LE RÉSULTAT

Les impôts sur les résultats ont atteint 9,9 millions \$ au cours du troisième trimestre comparativement à 17,2 millions \$ pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent. Pour la période de neuf mois, notre récupération d'impôts s'élève à 3,0 millions \$, en regard d'une charge d'impôts de 2,2 millions \$ en 2013. Compte non tenu de la quote-part du résultat net d'une entreprise associée, le taux d'imposition réel a été de 28,1 % pour le présent trimestre et de 22,7 % pour la période de neuf mois, comparativement à 29,2 % et 47,6 % pour les périodes correspondantes de 2013. Les variations de taux d'impôt pour le trimestre et pour la période de neuf mois découlent des différences de taux d'imposition statutaires par pays appliqués sur leurs résultats.

RÉSULTAT NET ET RÉSULTAT NET ATTRIBUABLE AUX ACTIONNAIRES

En conséquence des éléments présentés dans la section Activités consolidées, notre résultat net pour le trimestre clos le 31 juillet 2014 s'est établie à 26,3 millions \$ comparativement à 41,5 millions \$ en 2013. Le résultat net attribuable aux actionnaires s'est élevé à 25,8 millions \$, soit 0,67 \$ par action (résultat dilué par action de 0,66 \$), par rapport à 41,1 millions \$, soit 1,07 \$ par action (résultat dilué par action de 1,07 \$) lors du trimestre correspondant de l'exercice précédent. Pour le troisième trimestre 2014, le nombre moyen pondéré d'actions en circulation utilisé pour calculer le résultat de base par action a été de 38 674 000 (38 969 000 pour le résultat dilué par action), comparativement à 38 519 000 (38 575 000 pour le résultat dilué par action) pour le trimestre correspondant de 2013.

Pour la période de neuf mois close le 31 juillet 2014, nous affichons une perte nette de 5,2 millions \$ comparativement à un résultat net de 6,0 millions \$ en 2013. La perte nette attribuable aux actionnaires s'est élevée à 7,7 millions \$, soit 0,20 \$ par action (de base et diluée), par rapport à un résultat net attribuable aux actionnaires de 3,2 millions \$, soit 0,08 \$ par action (de base et diluée) lors de la période de neuf mois correspondante de l'exercice précédent. Le nombre moyen pondéré d'actions en circulation utilisé pour calculer les montants par action a été de 38 691 000 pour la période de neuf mois 2014 et de 38 370 000 pour la période correspondante de 2013.

Pour le troisième trimestre, notre résultat net ajusté s'est établi à 26,7 millions \$ (0,69 \$ par action) comparativement à 30,8 millions \$ (0,80 \$ par action) en 2013. Pour la période de neuf mois, nous affichons une perte nette ajustée de 4,1 millions \$ (0,11 \$ par action), comparativement à un résultat net ajusté 7,8 millions \$ (0,20 \$ par action) pour la période correspondante de 2013.

PRINCIPALES INFORMATIONS FINANCIÈRES TRIMESTRIELLES

Les activités de la Société sont saisonnières, par conséquent, les résultats d'exploitation des périodes intermédiaires ne reflètent pas proportionnellement les résultats de l'exercice entier. Les revenus affichent des hausses par rapport aux trimestres comparatifs. Les prix de vente moyens sont en hausse alors que le nombre de voyageurs est en baisse pour les saisons hivernale et estivale. Quant à nos résultats d'exploitation, ils ont augmenté au cours de chaque trimestre, principalement en raison de la hausse des prix de vente moyens et de nos efforts de réduction de coûts et d'amélioration de marges, à l'exception des trimestres de l'exercice 2014 où la dépréciation rapide du dollar a entraîné une augmentation de certaines de nos charges opérationnelles. En conséquence, les informations financières trimestrielles suivantes peuvent donc varier de façon importante d'un trimestre à l'autre.

(en milliers de dollars, sauf les données par action)	T4-2012 \$	T1-2013 \$	T2-2013 \$	T3-2013 \$	T4-2013 \$	T1-2014 \$	T2-2014 \$	T3-2014 \$
Revenus	763 441	805 714	1 106 824	927 004	808 616	847 222	1 118 620	941 702
Loyers d'aéronefs	24 529	20 419	20 556	20 530	19 765	19 170	19 853	23 350
Résultat d'exploitation (perte d'exploitation)	41 731	(29 936)	(10 125)	41 803	70 096	(33 534)	(17 047)	35 100
Résultat d'exploitation ajusté (perte d'exploitation ajustée)	52 946	(21 017)	2 730	54 371	80 055	(23 812)	(4 014)	46 798
Résultat net (perte nette)	17 154	(13 940)	(21 556)	41 469	55 229	(24 860)	(6 606)	26 296
Résultat net attribuable aux actionnaires	16 614	(15 137)	(22 760)	41 149	54 723	(25 649)	(7 903)	25 820
Résultat par action de base	0,43	(0,39)	(0,59)	1,07	1,42	(0,67)	(0,20)	0,67
Résultat par action dilué	0,43	(0,39)	(0,59)	1,07	1,40	(0,67)	(0,20)	0,66
Résultat net ajusté (perte nette ajustée)	28 684	(21 564)	(1 432)	30 759	54 804	(23 288)	(7 553)	26 730
Résultat net ajusté (perte nette ajustée) par action	0,75	(0,56)	(0,04)	0,80	1,40	(0,60)	(0,19)	0,69

SITUATION DE TRÉSORERIE ET SITUATION FINANCIÈRE

Au 31 juillet 2014, la trésorerie et les équivalents de trésorerie s'établissaient à 497,1 millions \$, comparativement à 265,8 millions \$ au 31 octobre 2013. La trésorerie et les équivalents de trésorerie détenus en fiducie ou autrement réservés se chiffraient à 302,3 millions \$ à la fin du troisième trimestre de l'exercice 2014 comparativement à 403,5 millions \$ au 31 octobre 2013. Notre bilan témoigne d'un fonds de roulement de 58,9 millions \$, soit un ratio de 1,06, par rapport à un fonds de roulement de 81,1 millions \$ et un ratio de 1,10 au 31 octobre 2013.

L'actif total a augmenté de 211,2 millions \$, passant de 1 290,1 millions \$ le 31 octobre 2013 à 1 501,3 millions \$ le 31 juillet 2014. Cette hausse est attribuable à l'augmentation de la trésorerie et des équivalents de trésorerie de 231,3 millions \$, des clients et autres débiteurs de 30,5 millions \$ et des dépôts de 21,9 millions \$, compensée par une diminution de la trésorerie et des équivalents de trésorerie en fiducie ou autrement réservés de 101,2 millions \$. Ces variations et celles des autres principaux éléments d'actifs monétaires reflètent la saisonnalité de nos opérations et reflète également les changements de mouvements de trésorerie à la suite de la renégociation des délais d'accessibilité de nos soldes de trésorerie avec un de nos fournisseurs de services de traitement de cartes de crédit. Les capitaux propres ont diminué de 1,2 million \$, passant de 441,4 millions \$ au 31 octobre 2013 à 440,2 millions \$ au 31 juillet 2014. Cette diminution découle principalement de notre perte nette attribuable aux actionnaires de 7,7 millions \$ et par la perte latente sur les couvertures de trésorerie de 5,3 millions \$, compensée par les gains de change sur conversion des états financiers des filiales étrangères de 8,6 millions \$.

FLUX DE TRÉSORERIE

(en milliers de dollars)	Trimestres clos les 31 juillet			Périodes de neuf mois closes les 31 juillet		
	2014	2013	Écart	2014	2013	Écart
	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles	111 641	67 608	44 033	275 594	236 616	38 978
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement	(14 198)	(16 146)	1 948	(44 056)	(17 785)	(26 271)
Flux de trésorerie liés aux activités de financement	(637)	(111)	(526)	(81)	(1 443)	1 362
Incidence des fluctuations de taux de change sur la trésorerie	(4 288)	1 838	(6 126)	(203)	774	(977)
Variation nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	92 518	53 189	39 329	231 254	218 162	13 092

ACTIVITÉS OPÉRATIONNELLES

Au cours du troisième trimestre, les flux de trésorerie générés par les activités opérationnelles se sont élevés à 111,6 millions \$, par rapport à 67,6 millions \$ pour le trimestre correspondant de 2013. L'augmentation de 44,0 millions \$ survenue au cours du trimestre, comparativement au trimestre correspondant de 2013, est attribuable à une hausse de 50,8 millions \$ de la variation nette des soldes sans effet de trésorerie du fonds de roulement opérationnel, laquelle est principalement due à une diminution plus importante du solde de trésorerie et équivalents de trésorerie en fiducie ou autrement réservés à la suite de la renégociation des délais d'accessibilité de nos soldes de trésorerie avec un de nos fournisseurs de services de traitement de cartes de crédit, et à une diminution plus importante du solde des fournisseurs et autres créditeurs au cours du trimestre, compensée par une baisse de notre rentabilité de 5,8 millions \$.

Pour la période de neuf mois, les flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation ont augmenté de 39,0 millions \$, passant de 236,6 millions \$ en 2013 à 275,6 millions \$ en 2014. L'augmentation est principalement attribuable à une hausse de 35,6 millions \$ de la variation nette des soldes sans effet de trésorerie du fonds de roulement opérationnel, laquelle est principalement due à une diminution plus importante du solde de trésorerie et équivalents de trésorerie en fiducie ou autrement réservés à la suite de la renégociation des délais d'accessibilité de nos soldes de trésorerie avec un de nos fournisseurs de services de traitement de cartes de crédit, par une hausse de 9,7 millions \$ de la variation nette des autres actifs et passifs opérationnels et par une hausse de la variation nette de la provision pour remise en état des aéronefs loués de 6,5 millions de dollars, compensée par une baisse de notre rentabilité de 12,8 millions \$.

ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT

Les flux de trésorerie utilisés par les activités d'investissement ont atteint 14,2 millions \$ au cours du troisième trimestre, comparativement à 16,1 millions \$ en 2013. Nos investissements en immobilisations corporelles et autres actifs incorporels ont atteint 15,1 millions \$ comparativement à 19,9 millions \$ en 2013. De plus, notre solde de trésorerie et équivalents de trésorerie réservés (non courant) a diminué de 0,9 million \$ au cours du trimestre.

Pour la période de neuf mois, les flux de trésorerie utilisés par les activités d'investissement se sont élevés à 44,1 millions \$ comparativement à 17,8 millions \$ en 2013, une augmentation de 26,3 millions \$. Nos investissements en immobilisations corporelles et autres actifs incorporels ont augmenté de 3,0 millions \$ pour atteindre 47,9 millions \$ et notre solde de trésorerie et équivalents de trésorerie réservés (non courant) a diminué de 0,9 million \$ alors qu'il avait augmenté de 3,9 millions \$ en 2013. De plus, en 2013, nous avons encaissé un montant de 27,4 millions \$ à la suite de la vente de nos derniers placements dans des PCAA.

ACTIVITÉS DE FINANCEMENT

Les flux de trésorerie utilisés par les activités de financement sont passés de 0,1 million \$ pour le troisième trimestre 2013 à 0,6 million \$ pour le troisième trimestre 2014, soit une hausse de 0,5 million \$. Cette augmentation découle de dividendes versés à une participation sans contrôle supérieurs à ceux versés en 2013.

Pour la période de neuf mois, les flux de trésorerie utilisés par les activités de financement se sont élevés à 0,1 million \$, comparativement à 1,4 million \$ en 2013. La diminution des flux de trésorerie découle d'émissions d'actions pour un montant de 2,0 millions \$, comparativement à 0,8 million \$ en 2013.

SITUATION FINANCIÈRE CONSOLIDÉE

(en milliers de dollars, sauf les données par action)	31 juillet 2014 \$	31 octobre 2013 \$	Écart \$	Principales sources d'explication des écarts importants
Actif				
Trésorerie et équivalents de trésorerie	497 072	265 818	231 254	Se reporter à la section Flux de trésorerie
Trésorerie et équivalents de trésorerie en fiducie ou autrement réservés	302 283	403 468	(101 185)	Saisonnalité des opérations et incidences de la renégociation des délais d'accessibilité de nos soldes de trésorerie avec un de nos fournisseurs de services de traitement de cartes de crédit
Clients et autres débiteurs	143 279	112 738	30 541	Saisonnalité des opérations et écart de taux de change
Impôts sur le résultat à recevoir	13 167	5 645	7 522	Augmentation des impôts recouvrables compte tenu des résultats imposables de certaines filiales, et des acomptes provisionnels
Stocks	9 970	13 143	(3 173)	Saisonnalité des opérations
Charges payées d'avance	67 593	73 453	(5 860)	Diminution des montants payés d'avance à certains fournisseurs de services due à la saisonnalité des opérations
Instruments financiers dérivés	3 779	7 720	(3 941)	Variation défavorable de la valeur du dollar par rapport à la devise américaine en regard des contrats de change à terme contractés
Dépôts	58 431	36 575	21 856	Saisonnalité des opérations
Actifs d'impôt différé	27 827	22 048	5 779	Augmentation due aux résultats imposables de certaines filiales
Immobilisations corporelles	128 565	115 025	13 540	Acquisitions au cours de la période et écart de taux de change, compensés par l'amortissement
Goodwill	97 271	94 723	2 548	Écart de taux de change
Immobilisations incorporelles	72 058	67 333	4 725	Acquisitions au cours de la période et écart de taux de change, compensés par l'amortissement
Placements et autres actifs	80 022	72 384	7 638	Écart de taux de change et quote-part du résultat net d'une entreprise associée
Passif				
Fournisseurs et autres créditeurs	463 785	326 687	137 098	Saisonnalité des opérations et écart de taux de change
Provision pour remise en état des aéronefs loués	37 182	28 057	9 125	Écart de taux de change et saisonnalité des opérations
Impôts sur le résultat à payer	354	19 729	(19 375)	Paiement des soldes dus
Dépôts de clients et revenus différés	485 867	410 340	75 527	Saisonnalité des opérations et écart de taux de change
Instruments financiers dérivés	10 483	4 675	5 808	Variation défavorable de la valeur du dollar par rapport à la devise américaine et des prix du carburant, en regard des contrats à terme contractés
Autres passifs	52 706	48 096	4 610	Augmentation des avantages incitatifs reportés
Passifs d'impôt différé	10 698	11 096	(398)	Aucun écart important
Capitaux propres				
Capital-actions	224 277	221 706	2 571	Émission sur le capital autorisé
Provision pour paiements fondés sur des actions	16 173	15 391	782	Charge liée aux paiements fondés sur des actions compensée par l'exercice d'options
Résultats non distribués	199 103	206 835	(7 732)	Perte nette de la période
Profit latent (perte latente) sur les couvertures de flux de trésorerie	(2 953)	2 380	(5 333)	Perte nette sur les instruments financiers désignés dans des couvertures de flux de trésorerie
Montant cumulé des écarts de change	3 642	(4 919)	8 561	Gain de change sur conversion des états financiers de filiales étrangères

FINANCEMENT

Au 31 juillet 2014, la Société dispose de plusieurs types de financements. Elle dispose principalement d'une facilité de crédit à terme rotatif ainsi que de lignes d'émissions de lettres de crédit.

La Société dispose d'un crédit à terme rotatif, pour les fins de ses opérations, de 50,0 millions \$, venant à échéance en 2015 et qui peut être prolongé, ou immédiatement exigible dans l'éventualité d'un changement de contrôle. Selon les termes de l'entente, les tirages peuvent être effectués sous la forme d'acceptations bancaires ou d'emprunts bancaires, en dollars canadiens, en dollars américains, en euros ou en livres sterling. L'entente est garantie par une hypothèque mobilière de premier rang grevant l'universalité des actifs, présents et futurs, des filiales canadiennes de la Société, sous réserve de certaines exceptions, et sera aussi garantie par le nantissement de certaines valeurs mobilières des principales filiales européennes. Le crédit porte intérêt au taux des acceptations bancaires, au taux préférentiel de l'institution financière, ou au TIOL (taux interbancaire offert à Londres), majoré d'une prime. Selon les termes de l'entente, la Société est tenue de respecter certains critères et ratios financiers. Au 31 juillet 2014, tous les ratios et critères financiers étaient respectés et la facilité de crédit n'était pas utilisée.

De plus, nous avons accès, pour nos opérations françaises, à des lignes de crédit non utilisées atteignant 11,5 millions € [16,8 millions \$].

ENTENTES HORS BILAN

Dans le cours normal de ses affaires, Transat conclut des ententes et contracte des obligations qui auront une incidence sur l'exploitation et les flux de trésorerie futurs de la Société, dont certaines sont présentées au passif dans les états financiers consolidés condensés intermédiaires non audités et d'autres par voie de notes aux états financiers.

Les obligations qui ne sont pas présentées au passif sont considérées comme des ententes hors bilan. Ces ententes contractuelles sont établies avec des entités dont les comptes ne sont pas consolidés avec ceux de la Société et incluent ce qui suit :

- Garanties
- Contrats de location simple

Les ententes hors bilan qui peuvent être estimées, excluant les ententes avec les fournisseurs de services, s'élevait à environ 583,9 millions \$ au 31 juillet 2014 (655,8 millions \$ au 31 octobre 2013) et se résume comme suit :

(en milliers de dollars)	Au 31 juillet 2014 \$	Au 31 octobre 2013 \$
Garanties		
Lettres de crédit irrévocables	19 687	21 850
Contrats de cautionnement	1 350	1 137
Contrats de location simple		
Engagements en vertu de contrats de location simple	562 821	632 804
	583 858	655 791

Note : Le montant des engagements en vertu de contrats de location simple au 31 octobre 2013, présenté dans le rapport annuel de l'exercice clos le 31 octobre 2013, incluait des engagements en vertu d'ententes avec des fournisseurs aériens au montant de 112,5 millions \$. Ce montant aurait dû être inclus avec les ententes avec des fournisseurs.

Dans le cours normal des affaires, des garanties sont requises dans l'industrie du voyage afin d'offrir des indemnités et des garanties aux contreparties à certaines opérations, comme des contrats de location simple, des lettres de crédit irrévocables et des contrats de cautionnement. Jusqu'à maintenant, Transat n'a pas versé de paiements importants en vertu de telles garanties. Les contrats de location simple sont établis afin de permettre à la Société de louer certains éléments plutôt que de les acquérir.

La Société dispose aussi, aux fins d'émission de lettres de crédit, d'un crédit rotatif au montant de 75,0 millions \$ renouvelable annuellement, pour lequel la Société doit céder en nantissement de la trésorerie égale à 105 % du montant des lettres de crédit émises. Au 31 juillet 2014, un montant de 59,5 millions \$ était utilisé.

De plus, la Société dispose d'une facilité de cautionnement renouvelable annuellement au montant de 35,0 millions \$. En vertu de cette entente, la Société peut faire émettre des contrats de cautionnement d'une durée maximale de trois ans. Au 31 juillet 2014, un montant

de 16,0 millions \$ était utilisé en vertu de cette facilité, et ce aux fins de l'émission de lettres de crédit à certains de nos fournisseurs de services.

Pour ses opérations françaises, la Société a accès à des lignes de cautionnement pour 11,0 millions € [16,0 millions \$], dont 2,2 millions € étaient utilisés [3,2 millions \$].

La Société dispose également, aux fins d'émission de lettres de crédit pour ses opérations anglaises, d'une ligne de crédit bancaire gagée par des dépôts de 18,1 millions £ [33,3 millions \$], laquelle est pleinement utilisée.

Au 31 juillet 2014, le montant des ententes hors bilan a diminué de 71,9 millions \$. Cette diminution découle des remboursements effectués au cours de la période de neuf mois, compensée par l'effet de la dépréciation du dollar vis-à-vis du dollar américain, de l'euro et de la livre sterling.

Nous croyons que la Société sera en mesure de s'acquitter de ses obligations au moyen des fonds dont elle dispose, des flux de trésorerie provenant de l'exploitation et d'emprunts sur ses facilités de crédit existantes.

ENDETTEMENT

La Société n'affiche aucune dette à l'état de la situation financière, alors que nos ententes hors bilan, excluant les ententes avec des fournisseurs et autres obligations, ont diminué de 71,9 millions \$, passant de 655,8 millions \$ au 31 octobre 2013 à 583,9 millions \$ au 31 juillet 2014.

La dette totale de la Société s'élève à 410,7 millions \$, soit une hausse de 4,3 millions \$ comparativement au 31 octobre 2013, alors que la dette totale nette a diminué de 226,9 millions \$, passant de 140,5 millions \$ au 31 octobre 2013 à un surplus de 86,4 millions \$ au 31 juillet 2014. La diminution de notre dette totale nette découle de soldes de trésorerie et équivalents de trésorerie plus élevés qu'au 31 octobre 2013.

ACTIONS EN CIRCULATION

Au 31 juillet 2014, il y avait trois catégories d'actions autorisées, soit un nombre illimité d'actions à droit de vote variable de catégorie A, un nombre illimité d'actions à droit de vote de catégorie B et un nombre illimité d'actions privilégiées. Les actions privilégiées ne comportent aucun droit de vote et elles peuvent être émises en séries, chaque série comportant le nombre d'actions, la désignation, les droits, privilèges, restrictions et conditions qui sont fixés par le conseil d'administration.

Au 31 août 2014, il y avait 1 524 310 actions à droit de vote variable de catégorie A et 37 201 462 actions à droit de vote de catégorie B en circulation.

OPTIONS D'ACHAT D'ACTIONS

Au 9 septembre 2014, le nombre d'options d'achat d'actions en circulation s'élevait à 2 784 187, dont 1 329 650 pouvaient être exercées.

AUTRE

FLOTTE

La flotte d'Air Transat compte actuellement neuf Airbus A310 (250 sièges), douze Airbus A330 (345 sièges) et trois Boeing 737-800 (189 sièges).

Le 24 juillet 2013, nous avons annoncé la signature d'une entente pour la location, pour une durée de huit ans, de quatre petits porteurs Boeing 737-800. Un aéronef est entré en service au cours du deuxième trimestre 2014 alors que deux l'ont été au cours du troisième trimestre. Le quatrième aéronef entrera en service au cours du quatrième trimestre.

MODIFICATIONS DE MÉTHODES COMPTABLES

IFRS 10 – ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

En mai 2011, l'IASB a publié l'IFRS 10, États financiers consolidés, qui remplace la SIC-12, Consolidation – Entités ad hoc, et certaines parties de l'IAS 27, États financiers consolidés et individuels. L'IFRS 10 reprend les principes existants d'identification du concept de contrôle comme le facteur qui permet de déterminer si une entité doit être incluse dans les états financiers consolidés d'une entité. La norme fournit des directives additionnelles pour aider à la détermination du contrôle lorsque ce dernier est difficile à évaluer. L'IFRS 10 est entré en vigueur le 1^{er} novembre 2013. L'adoption de cette norme n'a eu aucune incidence sur les états financiers de la Société.

IFRS 12 – INFORMATIONS À FOURNIR SUR LES INTÉRÊTS DÉTENUS DANS D'AUTRES ENTITÉS

En mai 2011, l'IASB a publié l'IFRS 12, *Informations à fournir sur les intérêts détenus dans d'autres entités*. L'IFRS 12 est une nouvelle norme complète sur les exigences en matière d'informations à fournir sur toutes les formes d'intérêts détenus dans d'autres entités, y compris les partenariats, les entreprises associées, les entités *ad hoc* et les autres entités hors bilan. La norme exige qu'une entité présente des informations sur la nature et les risques associés à ses intérêts détenus dans d'autres entités et les effets de ces intérêts sur sa situation financière, sa performance financière et ses flux de trésorerie. L'IFRS 12 est entré en vigueur le 1^{er} novembre 2013. Ces informations à fournir sont exigées dans les états financiers consolidés annuels.

IFRS 13 – ÉVALUATION DE LA JUSTE VALEUR

En mai 2011, l'IASB a publié l'IFRS 13, *Évaluation de la juste valeur*. L'IFRS 13 améliore la cohérence et réduit la complexité en fournissant une définition précise de la juste valeur et une source unique pour l'évaluation de la juste valeur et les exigences en matière d'informations à fournir qui s'appliquent à l'ensemble des IFRS. L'IFRS 13 est entré en vigueur le 1^{er} novembre 2013. L'adoption de cette norme n'a eu aucune incidence sur les états financiers de la Société, sinon celle d'entraîner la présentation d'informations supplémentaires.

IAS 19 – AVANTAGES DU PERSONNEL

En juin 2011, l'IASB a modifié l'IAS 19, *Avantages du personnel*. Ces modifications éliminent la possibilité de reporter la comptabilisation des gains et des pertes, communément appelée la « méthode du corridor », ce qui donne une information plus comparable et plus fiable. Les modifications simplifient aussi la présentation des variations des actifs et des passifs provenant des régimes à prestations définies, en imposant notamment l'obligation de présenter les variations découlant de modifications d'estimation dans les autres éléments du résultat global, afin de distinguer ces changements de ceux qui sont souvent perçus comme étant le résultat d'activités quotidiennes de la société. Également, les modifications exigent que les entités calculent la composante coût de financement des régimes à prestations définies en appliquant le taux d'actualisation utilisé pour évaluer les obligations au titre des avantages postérieurs à l'emploi aux obligations nettes au titre des avantages postérieurs à l'emploi. Selon la norme IAS 19 précédente, les revenus d'intérêt étaient présentés séparément des charges d'intérêt et étaient calculés sur la base du rendement prévu des actifs des régimes. Finalement, les modifications améliorent les informations à fournir concernant les régimes à prestations définies en exigeant une meilleure information sur les caractéristiques de ces régimes et les risques auxquels la société est exposée en raison de sa participation à ces régimes. Les modifications apportées à l'IAS 19 sont entrées en vigueur le 1^{er} novembre 2013. L'adoption de cette norme n'a eu aucune incidence sur les états financiers de la Société, sinon celle d'entraîner la présentation d'informations supplémentaires.

MODIFICATIONS FUTURES DE MÉTHODES COMPTABLES

IFRS 9 – INSTRUMENTS FINANCIERS

En juillet 2014, l'IASB a terminé le projet en trois parties visant à remplacer l'IAS 39, *Instruments financiers : comptabilisation et évaluation*, en publiant l'IFRS 9, *Instruments financiers*. L'IFRS 9 traite du classement et de l'évaluation des actifs et des passifs financiers, et introduit un modèle prospectif de dépréciation fondé sur les pertes attendues de même qu'une approche revue en profondeur de la comptabilité de couverture.

Pour déterminer si un actif financier doit être évalué au coût amorti ou à la juste valeur, l'IFRS 9 a recours à une nouvelle approche qui remplace les multiples règles de l'IAS 39. L'approche préconisée par l'IFRS 9 repose sur la manière dont une entité gère ses instruments financiers et les caractéristiques contractuelles des flux de trésorerie rattachés aux actifs financiers. La plupart des exigences de l'IAS 39 en matière de classement et d'évaluation des passifs financiers sont reprises dans l'IFRS 9. Cependant, dans le cadre de l'évaluation d'un passif financier à la juste valeur par le biais du résultat net, la partie des variations de la juste valeur liées au risque de crédit propre à l'entité

sera présentée dans les autres éléments du résultat global plutôt qu'à l'état du résultat.

L'IFRS 9 introduit aussi un modèle de dépréciation fondé sur les pertes attendues selon lequel les pertes de crédit attendues devront être comptabilisées en temps opportun. Plus précisément, les entités devront comptabiliser les pertes de crédit attendues dès la comptabilisation initiale des instruments financiers, et comptabiliser en temps opportun les pertes de crédit attendues sur leur durée de vie.

Enfin, l'IFRS 9 introduit un nouveau modèle de comptabilité de couverture ainsi que de nouvelles exigences en termes de divulgation d'informations sur les activités de gestion des risques. Le nouveau modèle de comptabilité de couverture représente une refonte importante de la comptabilité de couverture, qui permettra aux entités de mieux rendre compte de leurs activités de gestion des risques dans leurs états financiers.

L'application de l'IFRS 9 sera en vigueur pour l'exercice de la Société ouvert à compter du 1^{er} novembre 2018, et l'application anticipée est permise. La Société est en train d'évaluer l'incidence de l'adoption de cette norme sur les états financiers de la Société.

IFRS 15 – PRODUITS DES ACTIVITÉS ORDINAIRES TIRÉS DE CONTRATS AVEC DES CLIENTS

En mai 2014, l'IASB a publié l'IFRS 15, *Produits des activités ordinaires tirés de contrats avec des clients*. L'IFRS 15 est une nouvelle norme qui énonce les étapes à suivre pour comptabiliser les produits, et le moment auquel il convient de le faire, et prévoit la présentation d'informations pertinentes et plus complètes. Le principe de base de l'IFRS 15 est qu'une entité doit comptabiliser ses revenus afin de refléter le transfert des biens et services promis aux clients pour un montant correspondant à la contrepartie que l'entité s'attend à recevoir en échange de ces biens et services. L'IFRS 15 remplace l'IAS 11, *Contrats de construction*, l'IAS 18, *Produits des activités ordinaires*, ainsi que plusieurs interprétations relatives aux produits. L'application de l'IFRS 15 est obligatoire et sera en vigueur pour l'exercice de la Société ouvert à compter du 1^{er} novembre 2017, et l'application anticipée est permise. La Société est en train d'évaluer l'incidence de l'adoption de cette norme sur les états financiers de la Société.

CONTRÔLES ET PROCÉDURES

Conformément au Règlement 52-109 des Autorités canadiennes en valeurs mobilières, la Société a produit des attestations signées par le Président et chef de la direction et le Vice-président, finances et administration et chef de la direction financière qui, entre autres choses, considèrent adéquates pour le 31 juillet 2014 la conception :

- des contrôles et des procédures de communication de l'information financière qui fournissent l'assurance raisonnable que l'information financière importante de la Société et de ses filiales est dûment communiquée et que cette information est enregistrée, traitée, condensée et présentée dans les délais prescrits par la législation;
- du contrôle interne à l'égard de l'information financière (CIIF) qui fournit, selon les critères établis du cadre de contrôle COSO 1992, l'assurance raisonnable quant à la fiabilité de l'information financière de la Société et à la préparation des états financiers selon les IFRS.

Le Président et chef de la direction et le Vice-président, finances et administration et chef de la direction financière de la Société ont également effectué une évaluation afin de déterminer s'il y avait eu des changements apportés au CIIF au cours du trimestre clos le 31 juillet 2014, qui ont eu ou pourraient vraisemblablement avoir sur ce dernier une incidence importante. Aucune modification significative de ce genre n'a été identifiée à partir de leur évaluation.

PERSPECTIVES

Le marché transatlantique, au départ du Canada et de l'Europe, représente une portion très importante de l'activité de Transat durant la saison d'été. Pour la période d'août à octobre 2014, la capacité de Transat sur ce marché est similaire à celle de l'été 2013. À ce jour, 86 % de cette capacité est vendue. Les coefficients d'occupation sont inférieurs de 1,5 % et les prix des réservations prises sont supérieurs de 1 % à ceux enregistrés à pareille date en 2013. La faiblesse du dollar canadien, net de la variation du coût du carburant, entrainera une hausse des charges opérationnelles de 3,8 % si le dollar et le coût du carburant demeurent au niveau actuel.

Sur le marché des destinations soleil au départ du Canada, la capacité de Transat est supérieure de 7 % à celle déployée à la même date l'an passé. À ce jour, 74 % de cette capacité est vendue, les coefficients d'occupation et les prix de vente sont similaires.

En France, par rapport à l'an passé à la même date, les réservations moyen-courriers sont supérieures de 21 % et les réservations long-courriers sont similaires. Des variations dans le mix des produits vendus entraînent une diminution du prix de vente moyen, sans pour autant réduire la marge moyenne générée.

Dans la mesure où ces tendances se maintiennent, la Société prévoit au quatrième trimestre des résultats satisfaisants, mais inférieurs aux résultats records de l'an dernier.

TRANSAT A.T. INC.
ÉTATS DE LA SITUATION FINANCIÈRE CONSOLIDÉS

(en milliers de dollars canadiens) (non audité)	Au 31 juillet 2014 \$	Au 31 octobre 2013 \$
ACTIF		
Actif courant		
Trésorerie et équivalents de trésorerie	497 072	265 818
Trésorerie et équivalents de trésorerie en fiducie ou autrement réservés <i>[note 5]</i>	262 803	361 743
Clients et autres débiteurs	143 279	112 738
Impôts sur le résultat à recevoir	13 167	5 645
Stocks	9 970	13 143
Charges payées d'avance	67 593	73 453
Instruments financiers dérivés	3 779	7 720
Partie courante des dépôts	34 679	13 267
Actifs courants	1 032 342	853 527
Trésorerie et équivalents de trésorerie réservés	39 480	41 725
Dépôts	23 752	23 308
Actifs d'impôt différé	27 827	22 048
Immobilisations corporelles	128 565	115 025
Goodwill	97 271	94 723
Immobilisations incorporelles	72 058	67 333
Placements et autres actifs <i>[note 6]</i>	80 022	72 384
Actifs non courants	468 975	436 546
	1 501 317	1 290 073
PASSIF		
Fournisseurs et autres créditeurs	463 785	326 687
Partie courante de la provision pour remise en état des aéronefs loués <i>[note 7]</i>	12 904	11 029
Impôts sur le résultat à payer	354	19 729
Dépôts de clients et revenus différés	485 867	410 340
Instruments financiers dérivés	10 483	4 675
Passifs courants	973 393	772 460
Provision pour remise en état des aéronefs loués	24 278	17 028
Autres passifs <i>[notes 9]</i>	52 706	48 096
Passifs d'impôt différé	10 698	11 096
Passifs non courants	87 682	76 220
CAPITAUX PROPRES		
Capital-actions <i>[note 10]</i>	224 277	221 706
Provision pour paiements fondés sur des actions	16 173	15 391
Résultats non distribués	199 103	206 835
Profit latent (perte latente) sur les couvertures de flux de trésorerie	(2 953)	2 380
Montant cumulé des écarts de change	3 642	(4 919)
	440 242	441 393
	1 501 317	1 290 073

Voir les notes afférentes aux états financiers intermédiaires consolidés condensés

AVIS

Les auditeurs indépendants de la Société n'ont pas effectué un examen des états financiers intermédiaires condensés ci-joints.

TRANSAT A.T. INC.
ÉTATS DES RÉSULTATS CONSOLIDÉS

(en milliers de dollars canadiens, sauf les montants par action) (non audité)	Trimestres clos les 31 juillet		Périodes de neuf mois closes les 31 juillet	
	2014 \$	2013 \$	2014 \$	2013 \$
Revenus	941 702	927 004	2 907 544	2 839 542
Charges opérationnelles				
Coûts liés à la prestation de services touristiques	429 361	444 248	1 689 645	1 645 368
Carburant d'aéronefs	151 049	129 960	315 693	293 286
Salaires et avantages du personnel	100 185	98 088	274 339	273 639
Commissions	31 718	30 055	143 302	137 766
Entretien d'aéronefs	32 553	31 063	87 308	79 960
Frais d'aéroports et de navigation	33 993	29 416	69 541	66 566
Loyer d'aéronefs	23 350	20 530	62 373	61 505
Autres	92 695	90 591	248 597	250 601
Amortissements	11 698	11 250	32 227	29 109
	906 602	885 201	2 923 025	2 837 800
Résultat d'exploitation (perte d'exploitation)	35 100	41 803	(15 481)	1 742
Coûts de financement	550	721	1 491	2 095
Revenus du financement	(2 019)	(2 003)	(6 079)	(5 618)
Variation de la juste valeur des instruments financiers dérivés liés aux achats de carburant d'aéronefs	1 237	(15 431)	2 717	1 009
Perte (gain) de change sur les éléments monétaires à long terme	132	(197)	(547)	(403)
Quote-part du résultat net d'une entreprise associée	(991)	90	(4 929)	(3 534)
Résultat avant charge d'impôts	36 191	58 623	(8 134)	8 193
Impôts sur les bénéfices (récupération)				
Exigibles	10 128	10 383	1 562	1 862
Différés	(233)	6 771	(4 526)	358
	9 895	17 154	(2 964)	2 220
Résultat net (perte nette) de la période	26 296	41 469	(5 170)	5 973
Résultat net attribuable aux :				
Actionnaires	25 820	41 129	(7 732)	3 232
Participations ne donnant pas le contrôle	476	340	2 562	2 741
	26 296	41 469	(5 170)	5 973
Résultat par action attribuable aux actionnaires [note 10]				
De base	0,67	1,07	(0,20)	0,08
Dilué	0,66	1,07	(0,20)	0,08

Voir les notes afférentes aux états financiers intermédiaires consolidés condensés non audités

TRANSAT A.T. INC.
ÉTATS DU RÉSULTAT GLOBAL CONSOLIDÉS

	Trimestres clos les 31 juillet		Périodes de neuf mois closes les 31 juillet	
	2014	2013	2014	2013
(en milliers de dollars canadiens, sauf les montants par action) (non audité)	\$	\$	\$	\$
Résultat net (perte nette) de la période	26 296	41 469	(5 170)	5 973
Autres éléments du résultat global				
Éléments qui seront reclassés en résultat net				
Variation de la juste valeur des dérivés désignés comme couverture des flux de trésorerie	345	858	(22 858)	2 918
Reclassement en résultat net	(167)	752	15 701	(672)
Impôts différés	(120)	(387)	1 824	(552)
	58	1 223	(5 333)	1 694
Gains (pertes) de change sur conversion des états financiers des filiales étrangères	(1 646)	2 112	8 561	1 312
Total des autres éléments du résultat global	(1 588)	3 335	3 228	3 006
Résultat global de la période	24 708	44 804	(1 942)	8 979
Attribuable aux :				
Actionnaires	24 269	44 553	(4 173)	6 345
Participations ne donnant pas le contrôle	439	251	2 231	2 634
	24 708	44 804	(1 942)	8 979

Voir les notes afférentes aux états financiers intermédiaires consolidés condensés non audités

TRANSAT A.T. INC.
ÉTATS DE LA VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS

	Attribuables aux actionnaires							
	Capital- actions	Provision pour paiements fondés sur des actions	Résultats non distribués	Cumul des autres éléments du résultat global		Total	Participa- tions ne donnant pas le contrôle	Total des capitaux propres
				Profit (perte) latent(e) sur les couvertures de flux de trésorerie	Montant Cumulé des écarts de change			
(en milliers de dollars canadiens) (non audité)	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	
Solde au 31 octobre 2012	220 736	13 336	145 198	(475)	(12 469)	366 326	—	366 326
Résultat net de la période	—	—	3 232	—	—	3 232	2 741	5 973
Autres éléments du résultat global	—	—	—	1 694	1 419	3 113	(107)	3 006
Résultat global	—	—	3 232	1 694	1 419	6 345	2 634	8 979
Émission sur le capital autorisé	745	—	—	—	—	745	—	745
Exercice d'options	5	—	—	—	—	5	—	5
Charge liée aux paiements fondés sur des actions	—	1 571	—	—	—	1 571	—	1 571
Reclassement du passif au titre des participations ne donnant pas le contrôle	—	—	—	—	—	—	(2 741)	(2 741)
Reclassement de l'écart de change des monnaies étrangères au titre des participations ne donnant pas le contrôle	—	—	—	—	(107)	(107)	107	—
	750	1 571	—	—	(107)	2 214	(2 634)	(420)
Solde au 31 juillet 2013	221 486	14 907	148 430	1 219	(11 157)	374 885	—	374 885
Résultat net de la période	—	—	54 723	—	—	54 723	506	55 229
Autres éléments du résultat global	—	—	2 180	1 161	5 482	8 823	756	9 579
Résultat global	—	—	56 903	1 161	5 482	63 546	1 262	64 808
Émission sur le capital autorisé	220	—	—	—	—	220	—	220
Charge liée aux paiements fondés sur des actions	—	484	—	—	—	484	—	484
Dividendes	—	—	—	—	—	—	(2 787)	(2 787)
Autres variations du passif au titre des participations ne donnant pas le contrôle	—	—	1 502	—	—	1 502	(1 502)	—
Reclassement du passif au titre des participations ne donnant pas le contrôle	—	—	—	—	—	—	3 783	3 783
Reclassement de l'écart de change des monnaies étrangères au titre des participations ne donnant pas le contrôle	—	—	—	—	756	756	(756)	—
	220	484	1 502	—	756	2 962	(1 262)	1 700
Solde au 31 octobre 2013	221 706	15 391	206 835	2 380	(4 919)	441 393	—	441 393
Résultat net (perte nette) de la période	—	—	(7 732)	—	—	(7 732)	2 562	(5 170)
Autres éléments du résultat global	—	—	—	(5 333)	8 892	3 559	(331)	3 228
Résultat global	—	—	(7 732)	(5 333)	8 892	(4 173)	2 231	(1 942)
Émission sur le capital autorisé	662	—	—	—	—	662	—	662
Exercice d'options	1 909	(613)	—	—	—	1 296	—	1 296
Charge liée aux paiements fondés sur des actions	—	1 395	—	—	—	1 395	—	1 395
Reclassement du passif au titre des participations ne donnant pas le contrôle	—	—	—	—	—	—	(2 562)	(2 562)
Reclassement de l'écart de change des monnaies étrangères au titre des participations ne donnant pas le contrôle	—	—	—	—	(331)	(331)	331	—
	2 571	782	—	—	(331)	3 022	(2 231)	791
Solde au 31 juillet 2014	224 277	16 173	199 103	(2 953)	3 642	440 242	—	440 242

Voir les notes afférentes aux états financiers intermédiaires consolidés condensés non audités

TRANSAT A.T. INC.
ÉTATS DES FLUX DE TRÉSORERIE CONSOLIDÉS

	Trimestres clos les 31 juillet		Périodes de neuf mois closes les 31 juillet	
	2014	2013	2014	2013
(en milliers de dollars canadiens) (non audité)	\$	\$	\$	\$
ACTIVITÉS OPÉRATIONNELLES				
Résultat net (perte nette) de la période	26 296	41 469	(5 170)	5 973
Éléments opérationnels ne nécessitant pas de sorties (retrées) de fonds :				
Amortissements	11 698	11 250	32 227	29 109
Variation de la juste valeur des instruments financiers dérivés liés aux achats de carburant d'aéronefs	1 237	(15 431)	2 717	1 009
Perte (gain) de change sur les éléments monétaires à long terme	132	(197)	(547)	(403)
Quote-part du résultat net d'une entreprise associée	(991)	90	(4 929)	(3 534)
Impôts différés	(233)	6 771	(4 526)	358
Avantage du personnel	563	536	1 690	1 611
Charge liée aux paiements fondés sur des actions	456	484	1 395	1 571
	39 158	44 972	22 857	35 694
Variation nette des soldes sans effet de trésorerie du fonds de roulement opérationnel	70 966	20 122	235 601	200 036
Variation nette des autres actifs et passifs opérationnels	(2 840)	(1 968)	8 011	(1 722)
Variation nette de la provision pour remise en état des aéronefs loués	4 357	4 482	9 125	2 608
Flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles	111 641	67 608	275 594	236 616
ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT				
Acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles	(15 074)	(19 877)	(47 932)	(44 953)
Diminution (augmentation) de la trésorerie et équivalent de trésorerie réservés	876	—	876	(3 913)
Contrepartie reçue pour une filiale cédée	—	3 000	3 000	3 000
Dividende reçu d'une entreprise associée	—	731	—	731
Contrepartie reçue à la suite de la cession de placements dans des PCAA	—	—	—	27 350
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement	(14 198)	(16 146)	(44 056)	(17 785)
ACTIVITÉS DE FINANCEMENT				
Produit de l'émission d'actions	244	266	1 958	750
Dividendes versés à une participation ne donnant pas le contrôle	(881)	(377)	(2 039)	(2 193)
Flux de trésorerie liés aux activités de financement	(637)	(111)	(81)	(1 443)
Effet des variations des taux de change sur la trésorerie et équivalents de trésorerie	(4 288)	1 838	(203)	774
Variation nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	92 518	53 189	231 254	218 162
Trésorerie et équivalents de trésorerie au début de la période	404 554	336 148	265 818	171 175
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin de la période	497 072	389 337	497 072	389 337
Informations supplémentaires (présentées avec les activités opérationnelles)				
Impôts sur le résultat payés (récupérés)	2 346	(1 610)	29 489	525
Intérêts payés	126	151	385	576

Voir les notes afférentes aux états financiers intermédiaires consolidés condensés non audités

[Les montants sont exprimés en milliers de dollars canadiens, à l'exception des montants par action ou autrement spécifié] [non audités]

Note 1 RENSEIGNEMENTS SUR LA SOCIÉTÉ

Transat A.T. inc., [la « Société »], dont le siège social se trouve au 300 Léo-Pariseau, Montréal (Québec), Canada, a été constituée en vertu de la *Loi canadienne sur les sociétés par actions*. Ses actions à droit de vote variable de catégorie A et ses actions à droit de vote de catégorie B sont inscrites à la Bourse de Toronto.

La Société est une société intégrée spécialisée dans l'organisation, la commercialisation et la distribution de voyages vacances dans le secteur touristique. Le cœur de son organisation est formé de voyagistes implantés au Canada et en Europe, lesquels sont intégrés verticalement avec ses autres services de transport aérien, de distribution à travers un réseau dynamique d'agences de voyages, de services à valeur ajoutée offerts à destination et d'hôtellerie.

Les états financiers intermédiaires consolidés condensés de Transat A.T. inc. pour le trimestre clos le 31 juillet 2014 ont été approuvés par le conseil d'administration de la Société le 10 septembre 2014.

Les activités de la Société sont saisonnières, par conséquent, les résultats opérationnels des périodes intermédiaires ne reflètent pas nécessairement proportionnellement les résultats de l'exercice entier.

Note 2 BASE D'ÉTABLISSEMENT

Les présents états financiers intermédiaires consolidés condensés de la Société et de ses filiales ont été préparés conformément aux Normes internationales d'information financière [« IFRS »], publiées par l'International Accounting Standards Board [« IASB »] et adoptées par le Conseil des normes comptables du Canada. Ces états financiers intermédiaires consolidés condensés ont été préparés conformément à l'IAS 34, *Information financière intermédiaire*.

Sauf indication contraire, ces états financiers intermédiaires consolidés condensés sont présentés en dollars canadiens, la monnaie fonctionnelle de la Société. Chacune des entités de la Société détermine sa propre monnaie fonctionnelle et les éléments inclus dans les états financiers de chacune des entités sont évalués à l'aide de cette monnaie fonctionnelle.

Les états financiers intermédiaires consolidés condensés doivent être lus avec les états financiers consolidés annuels audités et les notes correspondantes faisant partie du rapport annuel de la Société de l'exercice clos le 31 octobre 2013.

Ces états financiers intermédiaires consolidés condensés ont été préparés sur une base de continuité d'exploitation, au coût historique, sauf pour les actifs et passifs financiers qui ont été évalués à la juste valeur.

Note 3 MODIFICATIONS DE MÉTHODES COMPTABLES

IFRS 10 – ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

En mai 2011, l'IASB a publié l'IFRS 10, *États financiers consolidés*, qui remplace la SIC-12, *Consolidation – Entités ad hoc*, et certaines parties de l'IAS 27, *États financiers consolidés et individuels*. L'IFRS 10 reprend les principes existants d'identification du concept de contrôle comme le facteur qui permet de déterminer si une entité doit être incluse dans les états financiers consolidés d'une entité. La norme fournit des directives additionnelles pour aider à la détermination du contrôle lorsque ce dernier est difficile à évaluer. L'IFRS 10 est entré en vigueur le 1^{er} novembre 2013. L'adoption de cette norme n'a eu aucune incidence sur les états financiers de la Société.

IFRS 12 – INFORMATIONS À FOURNIR SUR LES INTÉRÊTS DÉTENUS DANS D'AUTRES ENTITÉS

En mai 2011, l'IASB a publié l'IFRS 12, *Informations à fournir sur les intérêts détenus dans d'autres entités*. L'IFRS 12 est une nouvelle norme complète sur les exigences en matière d'informations à fournir sur toutes les formes d'intérêts détenus dans d'autres entités, y compris les partenariats, les entreprises associées, les entités *ad hoc* et les autres entités hors bilan. La norme exige qu'une entité présente des informations sur la nature et les risques associés à ses intérêts détenus dans d'autres entités et les effets de ces intérêts sur sa situation financière, sa performance financière et ses flux de trésorerie. L'IFRS 12 est entré en vigueur le 1^{er} novembre 2013. Ces informations à fournir sont exigées dans les états financiers consolidés annuels.

IFRS 13 – ÉVALUATION DE LA JUSTE VALEUR

En mai 2011, l'IASB a publié l'IFRS 13, *Évaluation de la juste valeur*. L'IFRS 13 améliore la cohérence et réduit la complexité en fournissant une définition précise de la juste valeur et une source unique pour l'évaluation de la juste valeur et les exigences en matière d'informations à fournir qui s'appliquent à l'ensemble des IFRS. L'IFRS 13 est entré en vigueur le 1^{er} novembre 2013. L'adoption de cette norme n'a eu aucune incidence sur les états financiers de la Société, sinon celle d'entraîner la présentation d'informations supplémentaires.

IAS 19 – AVANTAGES DU PERSONNEL

En juin 2011, l'IASB a modifié l'IAS 19, *Avantages du personnel*. Ces modifications éliminent la possibilité de reporter la comptabilisation des gains et des pertes, communément appelée la « méthode du corridor », ce qui donne une information plus comparable et plus fiable. Les modifications simplifient aussi la présentation des variations des actifs et des passifs provenant des régimes à prestations définies, en imposant notamment l'obligation de présenter les variations découlant de modifications d'estimation dans les autres éléments du résultat global, afin de distinguer ces changements de ceux qui sont souvent perçus comme étant le résultat d'activités quotidiennes de la société. Également, les modifications exigent que les entités calculent la composante coût de financement des régimes à prestations définies en appliquant le taux d'actualisation utilisé pour évaluer les obligations au titre des avantages postérieurs à l'emploi aux obligations nettes au titre des avantages postérieurs à l'emploi. Selon la norme IAS 19 précédente, les revenus d'intérêt étaient présentés séparément des charges d'intérêt et étaient calculés sur la base du rendement prévu des actifs des régimes. Finalement, les modifications améliorent les informations à fournir concernant les régimes à prestations définies en exigeant une meilleure information sur les caractéristiques de ces régimes et les risques auxquels la société est exposée en raison de sa participation à ces régimes. Les modifications apportées à l'IAS 19 sont entrées en vigueur le 1^{er} novembre 2013. L'adoption de cette norme n'a eu aucune incidence sur les états financiers de la Société, sinon celle d'entraîner la présentation d'informations supplémentaires.

Note 4 MODIFICATIONS FUTURES DE MÉTHODES COMPTABLES

IFRS 9 – INSTRUMENTS FINANCIERS

En juillet 2014, l'IASB a terminé le projet en trois parties visant à remplacer l'IAS 39, *Instruments financiers : comptabilisation et évaluation*, en publiant l'IFRS 9, *Instruments financiers*. L'IFRS 9 traite du classement et de l'évaluation des actifs et des passifs financiers, et introduit un modèle prospectif de dépréciation fondé sur les pertes attendues de même qu'une approche revue en profondeur de la comptabilité de couverture.

Pour déterminer si un actif financier doit être évalué au coût amorti ou à la juste valeur, l'IFRS 9 a recours à une nouvelle approche qui remplace les multiples règles de l'IAS 39. L'approche préconisée par l'IFRS 9 repose sur la manière dont une entité gère ses instruments financiers et les caractéristiques contractuelles des flux de trésorerie rattachés aux actifs financiers. La plupart des exigences de l'IAS 39 en matière de classement et d'évaluation des passifs financiers sont reprises dans l'IFRS 9. Cependant, dans le cadre de l'évaluation d'un passif financier à la juste valeur par le biais du résultat net, la partie des variations de la juste valeur liées au risque de crédit propre à l'entité sera présentée dans les autres éléments du résultat global plutôt qu'à l'état du résultat.

L'IFRS 9 introduit aussi un modèle de dépréciation fondé sur les pertes attendues selon lequel les pertes de crédit attendues devront être comptabilisées en temps opportun. Plus précisément, les entités devront comptabiliser les pertes de crédit attendues dès la comptabilisation initiale des instruments financiers, et comptabiliser en temps opportun les pertes de crédit attendues sur leur durée de vie.

Enfin, l'IFRS 9 introduit un nouveau modèle de comptabilité de couverture ainsi que de nouvelles exigences en termes de divulgation d'informations sur les activités de gestion des risques. Le nouveau modèle de comptabilité de couverture représente une refonte importante de la comptabilité de couverture, qui permettra aux entités de mieux rendre compte de leurs activités de gestion des risques dans leurs états financiers.

L'application de l'IFRS 9 sera en vigueur pour l'exercice de la Société ouvert à compter du 1^{er} novembre 2018, et l'application anticipée est permise. La Société est en train d'évaluer l'incidence de l'adoption de cette norme sur les états financiers de la Société.

IFRS 15 – PRODUITS DES ACTIVITÉS ORDINAIRES TIRÉS DE CONTRATS AVEC DES CLIENTS

En mai 2014, l'IASB a publié l'IFRS 15, *Produits des activités ordinaires tirés de contrats avec des clients*. L'IFRS 15 est une nouvelle norme qui énonce les étapes à suivre pour comptabiliser les produits, et le moment auquel il convient de le faire, et prévoit la présentation d'informations pertinentes et plus complètes. Le principe de base de l'IFRS 15 est qu'une entité doit comptabiliser ses revenus afin de refléter le transfert des biens et services promis aux clients pour un montant correspondant à la contrepartie que l'entité s'attend à recevoir en échange de ces biens et services. L'IFRS 15 remplace l'IAS 11, *Contrats de construction*, l'IAS 18, *Produits des activités ordinaires*, ainsi que plusieurs interprétations relatives aux produits. L'application de l'IFRS 15 est obligatoire et sera en vigueur pour l'exercice de la Société

ouvert à compter du 1^{er} novembre 2017, et l'application anticipée est permise. La Société est en train d'évaluer l'incidence de l'adoption de cette norme sur les états financiers de la Société.

Note 5 TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE EN FIDUCIE OU AUTREMENT RÉSERVÉS

Au 31 juillet 2014, la trésorerie et équivalents de trésorerie en fiducie ou autrement réservés incluent 203 563 \$ [294 473 \$ au 31 octobre 2013] de fonds reçus de clients, principalement canadiens, pour lesquels les services n'avaient pas été rendus ou pour lesquels le délai d'accessibilité n'avait pas été atteint, et ce, en conformité avec les organismes de réglementation canadiens et avec l'entente commerciale de la Société avec certains fournisseurs de services de traitement de cartes de crédit. De plus, elle inclut 98 720 \$, dont une tranche de 39 480 \$ est présentée hors de l'actif courant, [108 995 \$ au 31 octobre 2013, dont une tranche de 41 725 \$ était présentée dans l'actif non courant] qui était cédée en nantissement de lettres de crédit.

Note 6 PLACEMENTS ET AUTRES ACTIFS

	Au 31 juillet 2014 \$	Au 31 octobre 2013 \$
Participations dans des entreprises associées – Caribbean Investments B.V. [«CIBV»]	78 026	70 041
Frais reportés, solde non amorti	523	639
Divers	1 473	1 704
	80 022	72 384

La variation du placement dans CIBV se présente comme suit :

	\$
Solde au 31 octobre 2013	70 041
Quote-part du résultat net	4 929
Écart de change	3 056
Solde au 31 juillet 2014	78 026

Note 7 PROVISION POUR REMISE EN ÉTAT DES AÉRONEFS LOUÉS

La provision pour remise en état des aéronefs loués est liée à l'entretien des aéronefs loués utilisés par la Société dans le cadre des contrats de location simple. La variation de la provision pour remise en état des aéronefs loués pour les trimestres clos les 31 juillet se détaille comme suit :

	\$
Solde au 31 octobre 2013	28 057
Provisions supplémentaires	7 149
Montants imputés à la provision	(4 018)
Écart de change	1 638
Solde au 30 avril 2014	32 826
Provisions supplémentaires	4 452
Montants imputés à la provision	—
Écart de change	(96)
Solde au 31 juillet 2014	37 182
Provisions courantes	12 904
Provisions non courantes	24 278
Solde au 31 juillet 2014	37 182

	\$
Solde au 31 octobre 2012	31 869
Provisions supplémentaires	8 541
Montants imputés à la provision	(10 524)
Écart de change	109
Solde au 30 avril 2013	29 995
Provisions supplémentaires	4 764
Montants imputés à la provision	(539)
Écart de change	257
Solde au 31 juillet 2013	34 477
Provisions courantes	19 392
Provisions non courantes	15 085
Solde au 31 juillet 2013	34 477

Note 8 DETTE A LONG TERME

La Société dispose d'un crédit à terme rotatif, pour les fins de ses opérations, de 50 000 \$, venant à échéance en 2015 et qui peut être prolongé, ou immédiatement exigible dans l'éventualité d'un changement de contrôle. Selon les termes de l'entente, les tirages peuvent être effectués sous la forme d'acceptations bancaires ou d'emprunts bancaires, en dollars canadiens, en dollars américains, en euros ou en livres sterling. L'entente est garantie par une hypothèque mobilière de premier rang grevant l'universalité des actifs, présents et futurs, des filiales canadiennes de la Société, et ce sous réserve de certaines exceptions et sera aussi garantie par le nantissement de certaines valeurs mobilières des principales filiales européennes. Le crédit porte intérêt au taux des acceptations bancaires, au taux préférentiel de l'institution financière, ou au TIOL (taux interbancaire offert à Londres), majoré d'une prime. Selon les termes des ententes, la Société est tenue de respecter certains critères et ratios financiers. Tous les ratios et critères financiers étaient respectés au 31 juillet 2014 et la facilité de crédit n'était pas utilisée.

La Société dispose également, aux fins d'émission de lettres de crédit, d'un crédit rotatif au montant de 75 000 \$ renouvelable annuellement, pour lequel la Société doit céder en nantissement de la trésorerie égale à 105 % du montant des lettres de crédit émises. Au 31 juillet 2014, un montant de 59 453 \$ était utilisé.

Des crédits d'exploitation totalisant 11 500 € [16 768 \$] ont été accordés à certaines filiales françaises. Ces crédits d'exploitation sont renouvelables annuellement et étaient inutilisés au 31 juillet 2014.

Note 9 AUTRES PASSIFS

	Au 31 juillet 2014 \$	Au 31 octobre 2013 \$
Avantages du personnel	32 031	30 940
Avantages incitatifs reportés	18 334	16 036
Participations ne donnant pas le contrôle	25 021	23 800
	75 386	70 776
Moins participations ne donnant pas le contrôle incluses dans les Fournisseurs et autres créditeurs	(22 680)	(22 680)
	52 706	48 096

Note 10 CAPITAUX PROPRES

CAPITAL-ACTIONS AUTORISÉ

ACTIONS À DROIT DE VOTE VARIABLE DE CATÉGORIE A

Un nombre illimité d'actions à droit de vote variable de catégorie A [«actions de catégorie A»], participantes, ne pouvant être détenues ou contrôlées que par des personnes autres que des Canadiens au sens de la *Loi sur les transports au Canada* [«LTC»], lesquelles se voient conférer une voix par action de catégorie A, sauf i) si le nombre d'actions de catégorie A émises et en circulation excède 25 % du total des actions votantes émises et en circulation [ou tout pourcentage supérieur que le gouverneur en conseil peut fixer aux termes de la LTC], ou ii) si l'ensemble des voix exprimées par les détenteurs d'actions de catégorie A ou pour leur compte à une assemblée excède 25 % [ou tout pourcentage supérieur que le gouverneur en conseil peut fixer aux termes de la LTC] de l'ensemble des voix qui peuvent être exprimées à cette assemblée.

Si l'un ou l'autre de ces seuils est dépassé, le droit de vote rattaché à chaque action de catégorie A diminuera automatiquement, sans autre formalité. Pour la circonstance décrite en i) ci-dessus, les actions de catégorie A prises comme une catégorie ne peuvent pas donner plus de 25 % [ou tout pourcentage supérieur que le gouverneur en conseil peut fixer aux termes de la LTC] du total des droits de vote rattachés au total des actions votantes émises et en circulation de la Société. Pour la circonstance décrite en ii) ci-dessus, les actions de catégorie A prises comme une catégorie pour une assemblée ne peuvent pas donner plus de 25 % [ou tout pourcentage supérieur que le gouverneur en conseil peut fixer aux termes de la LTC] du nombre total des voix qui peuvent être exprimées à cette assemblée.

Chaque action de catégorie A émise et en circulation sera convertie en une action à droit de vote de catégorie B, automatiquement et sans aucune autre démarche de la part de la Société ou du porteur, si i) l'action de catégorie A est détenue et contrôlée, ou le devient, par un Canadien au sens de la LTC, ou ii) les dispositions de la LTC ayant trait aux restrictions relatives à la propriété étrangère sont abrogées sans être remplacées par d'autres dispositions semblables.

ACTIONS À DROIT DE VOTE DE CATÉGORIE B

Un nombre illimité d'actions à droit de vote de catégorie B [«actions de catégorie B»], participantes, ne pouvant être détenues et contrôlées que par des Canadiens au sens de la LTC, lesquels se voient conférer une voix par action de catégorie B à toutes les assemblées d'actionnaires de la Société.

Chaque action de catégorie B émise et en circulation sera convertie en une action de catégorie A, automatiquement et sans aucune autre démarche de la part de la Société ou du porteur, si l'action de catégorie B est détenue ou contrôlée, ou le devient, par une personne autre qu'un Canadien au sens de la LTC.

ACTIONS PRIVILÉGIÉES

Un nombre illimité d'actions privilégiées, sans droit de vote, pouvant être émises en séries, chaque série comportant le nombre d'actions, la désignation, les droits, privilèges, restrictions et conditions qui sont fixés par le conseil d'administration.

CAPITAL-ACTIONS ÉMIS ET EN CIRCULATION

Les modifications touchant les actions de catégorie A et les actions de catégorie B ont été les suivantes :

	Nombre d'actions	Montant (\$)
Solde au 31 octobre 2012	38 295 668	220 736
Émission de la trésorerie	144 107	745
Exercice d'options	1 316	5
Solde au 31 juillet 2013	38 441 091	221 486
Émission de la trésorerie	27 396	220
Solde au 31 octobre 2013	38 468 487	221 706
Émission de la trésorerie	72 473	662
Exercice d'options	155 183	1 909
Solde au 31 juillet 2014	38 696 143	224 277

Au 31 juillet 2014, le nombre d'actions de catégorie A et d'actions de catégorie B s'élevait respectivement à 1 493 527 et 37 202 616.

OPTIONS

	Nombre d'options	Prix moyen pondéré (\$)
Solde au 31 octobre 2013	2 692 544	12,18
Attribuées	374 374	12,49
Exercées	(155 183)	8,36
Annulées	(177 729)	13,55
Exercées	(28 833)	15,68
Solde au 31 juillet 2014	2 705 123	12,32
Options pouvant être exercées au 31 juillet 2014	1 284 049	15,10

RÉSULTAT PAR ACTION

Le résultat de base par action et le résultat dilué par action ont été calculés comme suit :

	Trimestres clos les 31 juillet		Périodes de neuf mois closes les 31 juillet	
	2014	2013	2014	2013
(en milliers de dollars, sauf les montants par action)	\$	\$	\$	\$
NUMÉRATEUR				
Résultat net attribuable aux actionnaires de la Société servant au calcul du résultat de base par action et du résultat dilué par action	25 820	41 129	(7 732)	3 232
DÉNOMINATEUR				
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation	38 674	38 519	38 691	38 370
Effet des titres dilutifs				
Options d'achat d'actions	295	56	—	—
Nombre moyen pondéré ajusté d'actions en circulation utilisés dans le calcul du résultat dilué par action	38 969	38 575	38 691	38 370
Résultat par action				
De base	0,67	1,07	(0,20)	0,08
Dilué	0,66	1,07	(0,20)	0,08

Aux fins du calcul du résultat dilué par action pour le trimestre clos le 31 juillet 2014, 1 578 959 options d'achat d'actions en circulation [2 048 820 options d'achat d'actions pour le trimestre clos le 31 juillet 2013] ont été exclues du calcul puisque le prix d'exercice de ces options était supérieur au cours moyen de la Société.

Étant donné la perte nette enregistrée pour la période de neuf mois close le 31 juillet 2014, les 2 705 123 options d'achat d'actions en circulation ont été exclues du calcul du résultat dilué par action. Aux fins du calcul du résultat dilué par action pour la période de neuf mois close le 31 juillet 2013, 2 758 594 options d'achat d'actions ont été exclues du calcul puisque le prix d'exercice de ces options était supérieur au cours moyen de la Société.

Note 11 INFORMATION SECTORIELLE

La Société a déterminé qu'elle exerce ses activités dans un seul secteur opérationnel, à savoir les voyages vacances. Ainsi, les comptes de résultat consolidés incluent toutes les informations requises. En ce qui a trait aux secteurs géographiques, la Société exerce ses activités principalement en Amérique et en Europe. Les cessions entre zones géographiques sont comptabilisées à des prix eu égard aux conditions du marché et à d'autres considérations.

	Trimestre clos le 31 juillet 2014			Période de neuf mois close le 31 juillet 2014		
	Amérique \$	Europe \$	Total \$	Amérique \$	Europe \$	Total \$
Revenus	660 191	281 511	941 702	2 322 843	584 701	2 907 544
Charges opérationnelles	640 392	266 210	906 602	2 343 697	579 328	2 923 025
Résultat d'exploitation (perte d'exploitation)	19 799	15 301	35 100	(20 854)	5 373	(15 481)

	Trimestre clos le 31 juillet 2013			Période de neuf mois close le 31 juillet 2013		
	Amérique \$	Europe \$	Total \$	Amérique \$	Europe \$	Total \$
Revenus	688 046	238 958	927 004	2 323 174	516 368	2 839 542
Charges opérationnelles	659 924	225 277	885 201	2 318 657	519 143	2 837 800
Résultat d'exploitation (perte d'exploitation)	28 122	13 681	41 803	4 517	(2 775)	1 742

	Revenus ¹⁾		Revenus ¹⁾		Immobilisations corporelles, goodwill et autres immobilisations incorporelles	
	Trimestres clos les 31 juillet		Période de neuf mois closes les 31 juillet		Au 31 juillet	Au 31 octobre
	2014 \$	2013 \$	2014 \$	2013 \$	2014 \$	2013 \$
Canada	649 937	676 260	2 279 866	2 277 154	200 164	187 103
France	231 845	203 403	519 905	465 311	46 554	42 059
Royaume-Uni	38 387	27 994	51 277	41 690	36 055	33 073
Autres	21 533	19 347	56 496	55 387	15 121	14 846
	941 702	927 004	2 907 544	2 839 542	297 894	277 081

¹⁾ Les revenus sont attribués selon le pays de domiciliation de la filiale.

Note 12 GARANTIES

Dans le cours normal de l'activité, la Société a conclu des ententes, dont certaines dispositions répondent à la définition de garantie. Ces ententes prévoient des indemnités et des garanties pour la contrepartie dans des transactions, telles que des contrats de location simple, des lettres de crédit irrévocables et des contrats de cautionnement.

Ces ententes peuvent obliger la Société à indemniser une contrepartie pour les coûts ou pertes attribuables à divers événements, tels que la non-conformité à des déclarations antérieures ou à la garantie, la perte ou l'endommagement de biens, les réclamations pouvant survenir pendant la prestation de services et le passif environnemental.

Les notes 8, 18, 19, 25 et 26 des états financiers de l'exercice terminé le 31 octobre 2013 fournissent des informations au sujet de certaines de ces ententes. Les paragraphes qui suivent présentent des informations supplémentaires.

CONTRATS DE LOCATION SIMPLE

La plupart des contrats de location d'espaces dans les aéroports et d'autres biens immobiliers signés par les filiales de la Société comportent des clauses générales d'indemnisation les engageant, en tant que preneur, à indemniser le bailleur en cas de passif lié à l'utilisation des biens loués. Ces baux viennent à échéance à diverses dates jusqu'en 2034. La nature de ces ententes varie selon les contrats de telle sorte que la Société ne peut estimer le montant total que ses filiales pourraient être appelées à verser aux bailleurs. Il ne s'est jamais produit qu'une filiale de la Société doive verser un montant appréciable en vertu de ce genre d'entente; par ailleurs, la Société et ses filiales ont souscrit à une assurance-responsabilité pour ce genre de situation.

CONTRATS DE CAUTIONNEMENT

La Société a signé des contrats de cautionnement avec certains de ses fournisseurs. En vertu de ces contrats de cautionnement, la Société garantit le paiement de certains services rendus qu'elle s'est engagée à payer. Ces contrats sont généralement émis pour un an et sont renouvelables.

La Société a signé des contrats de cautionnement par lesquels elle garantit un montant prescrit à ses clients, à la demande des organismes de réglementation, au sujet de l'exécution des obligations comprises dans les mandats de ses clients pendant la durée des permis accordés à la Société pour ses activités de grossiste et d'agences de voyages dans la province de Québec. Ces ententes sont généralement émises pour un an et sont renouvelables chaque année. Au 31 juillet 2014, le montant total de ces garanties s'élevait à 1 350 \$. Il ne s'est jamais produit que la Société doive verser un montant appréciable en vertu de ces ententes. Au 31 juillet 2014, aucune somme n'était comptabilisée en vertu des ententes mentionnées ci-dessus.

FACILITÉ DE CRÉDIT IRRÉVOCABLE NON GAGÉE PAR DES DÉPÔTS

La Société dispose d'une facilité de cautionnement renouvelable annuellement au montant de 35 000 \$. En vertu de cette entente, la Société peut faire émettre des contrats de cautionnement d'une durée maximale de trois ans. Au 31 juillet 2014, un montant de 16 024 \$ était utilisé en vertu de cette facilité.

Pour ses opérations en Europe, la Société dispose de facilités de cautionnement renouvelables annuellement au montant de 11 000 € [16 039 \$]. Au 31 juillet 2014, des lettres de cautionnement étaient émises pour un total de 2 208 € [3 219 \$].

